

QUEL NOUVEL ELAN POUR L'EUROPE REUNIE ?

France-Allemagne : dialogue avec l'Europe centrale et orientale

Colloque européen
Institut Goethe, 21 juin 2004

Organisé par Europartenaires
et la Fondation Friedrich-Ebert- Paris

En partenariat avec

arte

REGARD SUR L'EST

S O M M A I R E

OUVERTURE	5
<i>Elisabeth Guigou</i>	
<i>Jean-Noël Jeanneney</i>	
<i>Winfried Veit</i>	
QU'EST-CE QUI NOUS SEPRE, QU'EST-CE QUI NOUS RAPPROCHE ?	9
Avec les interventions de	
<i>Jacques Rupnik</i>	
<i>Pavel Fischer</i>	
<i>Jérôme Clément</i>	
<i>Angelica Schwall-Düren</i>	
Le temps fort des débats	14
DONNONS A L'EUROPE LES MOYENS DE SES AMBITIONS ! par <i>Elisabeth Guigou</i>	21
POUR UNE EUROPE FORTE ET COHERENTE – UN CENTRE DE GRAVITE EST-IL INDISPENSABLE ?	27
Avec les interventions de	
<i>Jean-Noël Jeanneney</i>	
<i>Péter Balázs</i>	
<i>Ivan Stefunko</i>	
<i>Bernard Guetta</i>	
<i>Gesine Schwan</i>	
Le temps fort des débats	33
CLOTURE par <i>Hubert Védrine</i>	39
ANNEXES – I	
Dix propositions pour un dialogue politique dans l'Europe élargie	45
Biographies	49
ANNEXES – II	
Partenaires médias	57
Interviews des intervenants parues dans <i>Regard sur l'Est</i>	59
Bibliographie proposée par <i>Regard sur l'Est</i>	78
Organisateurs	79

***P**ourquoi ce colloque ? — Parce qu'il est important de dénouer les malentendus qui, depuis une quinzaine d'années, se sont accumulés entre les anciens et les nouveaux adhérents de l'Union européenne, explique d'entrée de jeu **Elisabeth Guigou**, présidente fondatrice d'Europartenaires pour qui nous n'avons pas suffisamment su nous parler, ni répondre aux craintes des uns et des autres devant ce grand élargissement. Du côté des anciens, crainte de dilution politique, mais surtout des craintes économiques et sociales de concurrence déloyale, de délocalisations industrielles et de nouveaux flux d'immigrants. Du côté des nouveaux, crainte d'être laissés à l'écart après avoir consenti des sacrifices de souveraineté trop importants, ou encore d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Elle invite donc les participants à confronter ces points de vue au cours d'une première table ronde consacrée à ce qui nous rassemble et ce qui nous sépare.*

Rappelant que l'Union européenne s'est largement construite sur des initiatives franco-allemandes, Elisabeth Guigou estime essentiel de discuter de celles que la France et l'Allemagne peuvent prendre à l'égard des nouveaux adhérents. Certes, elle prend acte d'un certain ralentissement du moteur franco-allemand, mais elle table sur une volonté commune de maintenir un effet d'entraînement sans rien imposer pour autant aux autres partenaires qu'ils n'aient souhaité eux-mêmes.

Nous avons le devoir de réussir la réunification, avec l'impérieuse obligation de définir ce que nous voulons faire ensemble, ajoute-t-elle, en insistant sur le fait qu'il a été très peu question jusqu'à présent des finalités de l'Europe, en raison du caractère pratique des négociations d'adhésion, qui ont obscurci le projet plutôt qu'elles ne l'ont éclairé. Il est urgent, affirme-t-elle, de " définir un nouveau projet pour la nouvelle Europe. La deuxième table ronde devrait y contribuer en traitant le thème : " Pour une Europe forte et cohérente " et en répondant à la question : un centre de gravité est-il indispensable ?

*Faisant allusion à l'insatisfaction de certains milieux européens devant les manifestations de souverainisme, plus fréquentes dans une Europe qui s'étend, **Jean-Noël Jeanneney**, président d'Europartenaires et ancien ministre, relève que l'actualité — concrètement le projet de constitution — donne aussi des raisons d'espoir. En dépit de tous les obstacles, on peut avancer, observe-t-il, avant d'évoquer l'état de l'Europe entre les deux guerres mondiales, avec les effets délétères de l'hostilité entre la France et l'Allemagne, la fragilité des démocraties d'Europe centrale nées du Traité de Versailles, et de trouver, dans une comparaison avec la situation actuelle dans les domaines culturel et économique aussi bien que politique, de sérieux motifs de confiance.*

La connaissance de ce qui fut permet d'espérer très fortement que cela ne se répète pas dans quantité de domaines, nous avons un champ magnifique de collaboration, poursuit-il. Mais au delà de la satisfaction de constituer ensemble une zone de paix, de liberté et de prospérité, il reste à décider ensemble si nous voulons que la civilisation européenne s'affirme comme différente et exprime une voix autre que celle des grandes puissances du monde autour de la planète.

*Dans l'esprit de **Winfried Veit**, directeur de la Fondation Friedrich-Ebert à Paris, ce colloque n'est que le début d'un projet à long terme qui vise à instaurer un dialogue, au niveau des sociétés civiles, entre Français, Allemands, Polonais, Hongrois, Tchèques et Slovaques. Ses initiateurs se sont inspirés notamment des travaux du groupe de travail¹ qui s'est réuni pour la première fois à Budapest, en mars 2004, avec le souci de corriger la méfiance qui risque de perturber les relations entre anciens et nouveaux membres de l'Union.*

Après les élections européennes qui viennent d'avoir lieu, explique Winfried Veit, il faut constater qu'il existe un vrai malaise, non seulement entre nouveaux et anciens membres, mais aussi au sein de presque toutes les sociétés européennes et il est clair que, parmi les nouveaux membres, la joie n'est pas aujourd'hui le sentiment prédominant, alors que, un an auparavant, au moment des référendums de ratification des traités d'adhésion, on avait enregistré dans ces pays de larges majorités en faveur de leur entrée dans l'Union. ■

¹ Dix propositions pour un dialogue politique dans une Europe élargie., p. 45

PREMIERE TABLE-RONDE

**QU'EST-CE QUI NOUS SEPARE,
QU'EST-CE QUI NOUS RAPPROCHE ?**

Avec l'élargissement d'une part, le projet constitutionnel de l'autre, les circonstances n'ont jamais été aussi favorables à l'ouverture d'un débat transeuropéen sur l'Europe, son identité, son projet, son avenir, déclare **Jacques Rupnik**, directeur de recherches au CERI², premier intervenant de cette table ronde, qui déplore qu'un tel débat n'ait pas encore eu lieu et parle d'un énorme gâchis.

Dans les sautes d'humeur des nouveaux électeurs d'Europe centrale et orientale, Jacques Rupnik voit, après une dizaine d'années pendant lesquelles toute la vie politique de ces pays a été accaparée par l'idée fixe d'entrer dans l'Union, un phénomène de décompression, qui fait éclater les coalitions politiquement fatiguées au pouvoir à Varsovie et à Prague, et soulève la perplexité de l'opinion qui ne comprend pas l'enjeu des élections au Parlement européen.

Derrière cet effondrement de la participation électorale, Jacques Rupnik voit aussi une manifestation caractérisée de méfiance des électeurs pour les institutions politiques quelles qu'elles soient et pour les élites politiques, autant dire une fatigue prématurée de la démocratie, dont les symptômes rejoignent ceux de la crise de la représentation démocratique que nous connaissons dans nos propres pays. Ils souffrent des crises de la démocratie, observe-t-il, parce qu'ils sont entrés en démocratie dans une phase où celle-ci était déjà en crise à l'Ouest, sans avoir la possibilité de passer par les phases antérieures et donc sans avoir nécessairement les fondements sociologiques et institutionnels des vieilles démocraties. Paradoxalement, ce qui nous rapproche serait d'abord une crise partagée de la représentation démocratique.

Mais en même temps qu'elle entrait dans la voie de la réunification, l'Europe a du constater qu'elle souffrait de sérieuses divisions, poursuit Jacques Rupnik : à vingt-cinq ou à trente, l'Union peut-elle avoir une politique étrangère et de sécurité commune ? S'il s'agit de partager la vision de la France et de l'Allemagne pour faire contrepoids aux Etats-Unis, comme dans le cas de l'Irak,

² Centre Européen de Recherches Internationales de l'Institut des sciences politiques de Paris

la probabilité est faible, note-t-il, en remarquant que les nouveaux membres partagent en revanche les mêmes idées de gouvernance par les normes, qu'il s'agisse de l'Organisation mondiale du commerce, du protocole de Kyoto sur la protection de l'environnement ou de la Cour pénale internationale. Il note aussi que les Balkans sont en train de devenir le catalyseur positif d'une politique étrangère commune et que tous les pays sont d'accord pour vanter les vertus d'un modèle social européen dont on se garde cependant de dire ce qu'il est exactement ou ce qu'il devrait être. Dans cette perspective, c'est plutôt la crise de l'Etat-providence qui nous rapproche, avec ses problèmes de déclin démographique, d'explosion des comptes de l'assurance maladie et de réforme des retraites ou des systèmes de santé. Nous n'avons pas forcément les mêmes approches ou les mêmes accents, mais nous avons le même agenda politique, constate Jacques Rupnik, nous partageons les mêmes problèmes et personne n'a la recette de la réforme de l'Etat-providence qui doit être trouvée dans une recherche commune, véritablement transeuropéenne entre le modèle rhénan franco-allemand et les nouveaux membres d'Europe centrale.

En ce qui concerne les institutions, la démarche franco-allemande a été interprétée en Europe centrale et orientale, non pas comme un moteur au sens positif, mais comme une volonté de leadership autoproclamée, observe encore Jacques Rupnik, pour qui le leadership n'est pas quelque chose qui se décrète, mais exige au contraire que l'on gagne la confiance et l'assentiment de ses partenaires. Il évoque la sortie franco-allemande du Pacte de stabilité, avec les effets négatifs que cette sortie unilatérale d'un accord préalablement fixé a pu avoir sur le comportement des uns et des autres dans le débat sur le projet de constitution et le souci de plusieurs capitales de se prémunir contre des initiatives de cette nature.

Cela dit, Jacques Rupnik crédite les nouveaux pays membres d'un sentiment favorable à une collectivité européenne cohérente. L'opinion publique en Europe centrale souhaite majoritairement une Constitution et appelle de ses vœux une politique étrangère et de sécurité commune forte. Dans le domaine économique, elle partage largement les vues franco-allemandes et souhaite une grande convergence dans les rapports entre l'Etat et le marché, ainsi que la définition d'une responsabilité sociale dans un système d'économie de marché.

Ambassadeur de la République tchèque à Paris, **Pavel Fischer** insiste lui aussi, sur l'urgence qu'il y a à désamorcer les craintes des uns et des autres afin d'éviter de se laisser surprendre par les non-dits. Ce qui s'est manifesté en

Europe centrale à l'occasion des élections européennes, c'est, dit-il, une sorte de contestation de la politique gouvernementale et, dans le cas des Tchèques, une contestation du projet européen tel qu'il a été porté par la majorité gouvernementale.

Le thème pivot de ce gouvernement tchèque tripartite a été inlassablement, de réussir l'intégration en Europe, rappelle Pavel Fischer pour qui il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les partis d'opposition, qui ont remporté la majorité des sièges au Parlement européen, se soient concentrés sur ces aspects de la politique gouvernementale.

Au cours des voyages qu'il a faits en France, l'ambassadeur Pavel Fischer a eu l'occasion de constater qu'on se posait beaucoup de questions sur les menaces de délocalisation et sur la réforme de la Politique agricole commune, des thèmes certes très importants, reconnaît-il, mais qui sont liés à l'ouverture des économies, à la libre compétition économique et au développement des flux mondiaux plutôt qu'à l'élargissement de l'Europe.

On a trop lié au débat européen des thèmes qui ne sont pas propres à la problématique de l'Union, ce qui explique l'opinion publique se révolte parfois devant un tel " magma ", remarque Pavel Fischer, fortement partisan d'un débat transeuropéen animé par des hommes et des femmes dont le rayonnement dépasse les frontières de leur propre pays.

Président de la chaîne de télévision ARTE, **Jérôme Clément** se présente comme un praticien, depuis près d'une quinzaine d'années, à la fois de la coopération franco-allemande et du dialogue inter-européen. Il articule son intervention sur quatre remarques.

Pendant très longtemps les Européens ont eu beaucoup de points communs et beaucoup de courants d'échange intellectuels ou commerciaux. C'est le XX^e siècle, depuis le début de la Première Guerre mondiale jusqu'à la chute du Mur de Berlin, qui fait figure de parenthèse : le stalinisme et le nazisme ont créé des fractures inconnues dans les périodes précédentes, lorsque les idées et les créateurs circulaient librement et que de grands mouvements spirituels, philosophiques ou artistiques justifiaient la formule " d'unité dans la diversité " que donne Fernand Braudel de l'Europe — unité des grands courants intellectuels et diversité des peuples et des courants qui les incarnent. Sous cet angle, on peut donc qualifier la période actuelle de transitoire.

Apurer notre passé

Le présent immédiat pèse sur notre vision des choses : alors que Français et Allemands ont pris l'habitude d'un dialogue permanent, et pas seulement au niveau des gouvernements — comme les partenaires d'ARTE en ont fait l'expérience —, l'état d'esprit est tout à fait différent si on se retrouve à Varsovie, à Prague ou ailleurs en Europe centrale. Avec ces pays-là, il y a un déficit d'explication, de dialogue et d'échanges. Tout ce que nous avons fait pour nous comprendre avec les Allemands et apurer notre passé, tout ce travail reste à faire et on est choqué, que ce qui compte le plus pour ces Européens, c'est l'Alliance atlantique et de voir dans le bureau du président polonais le drapeau polonais et le drapeau de l'OTAN — et non pas le drapeau européen. D'où des décalages qui se traduisent par des divergences en politique extérieure et surtout dans l'approche économique, avec un libéralisme très affiché et un modèle américain omni-présent.

La réalité à laquelle nous sommes confrontés en Europe centrale, mais aussi dans d'autres pays comme l'Italie et jusqu'à tout récemment encore en Espagne, combine un discours flamboyant sur l'Europe avec une pratique économique et politique complètement différente : commercialement, ce ne sont pas les intérêts européens qui sont aux commandes et le modèle de consommation à l'américaine véhicule avec lui des valeurs typiquement d'Outre-Atlantique.

Sur la question culturelle, Jérôme Clément constate une " frilosité générale " d'autant plus navrante, à ses yeux, qu'elle trahit le peu de souci qu'ont les Européens de leur identité, c'est-à-dire du patrimoine et du fond commun auxquels ils doivent se rattacher. Il y a là un champ d'action commun malheureusement négligé, dont les valeurs devraient être beaucoup plus présentes dans les discours, dans les analyses et dans les propositions. Il mentionne les domaines de l'édition littéraire, des droits d'auteur, de l'industrie du disque, de l'image, etc... Il regrette que l'extrême division des Européens les rende d'autant plus vulnérables aux pressions américaines. Il convient qu'il faut laisser leur place aux Américains mais il voudrait que les Européens arrivent à exprimer leur propre identité, leurs propres valeurs avec " le talent de nos artistes et les moyens de diffusion qui leur sont propres ". Dans ses voyages en Europe, il a observé chez les intéressés un vrai désir de rapprochement mais, déplore-t-il, " le problème est de faire le lien entre ce qu'on peut ressentir chez

les intellectuels et chez les artistes, ainsi que dans les publics, et de le faire passer dans le domaine politique et dans les applications industrielles "

Vice-présidente du groupe SPD au Bundestag, **Angelica Schwall-Düren** observe que l'Allemagne a toujours été très favorable à l'adhésion de ses voisins de l'Est à l'Union européenne. " C'est une question de responsabilité historique, mais à ce choix, il y a aussi des raisons de sécurité et des raisons économiques ", dit-elle, car la classe politique allemande est convaincue que c'est à l'Allemagne que profitera le plus cet élargissement. A cette " euphorie ", elle voit cependant des limites qui tiennent à la problématique sur la capacité d'agir d'une Union à vingt-cinq membres ou plus. Elle rappelle que dès l'an dernier, à l'occasion de la crise irakienne, ont été mises en évidence les analyses divergentes de pays comme la Pologne, en matière de politique extérieure et de sécurité. Et cela, du fait de leurs expériences historiques spécifiques, précise-elle, en particulier la domination étrangère dont ils ont souffert pendant des décennies. D'où leur sensibilité à tout ce qui peut affecter leur souveraineté récemment retrouvée. Les discussions sur le projet de Constitution européenne montrent également qu'il sera difficile de trouver dans l'Union élargie un équilibre entre des intérêts différents.

La faiblesse de la participation aux élections européennes du 13 juin 2004, est également pour elle un motif d'inquiétude. Elle y voit un manque de confiance du public dans la capacité de l'Union à maîtriser les enjeux de la mondialisation. Elle craint que les progrès des partis hostiles à l'Europe, ou simplement sceptiques, ne rendent le travail à Strasbourg et à Bruxelles beaucoup plus difficile que par le passé. L'instabilité croissante de la situation politique intérieure de certains pays, comme la Pologne, ajoute à ces difficultés la pression de forces populistes rejetant le projet européen. Avec des divergences aussi importantes, la crainte se fait jour, en Allemagne surtout, que les avancées communes de tous les Etats membres ne deviennent impossibles. Ces dernières années, en Allemagne, et en France en particulier, on est arrivé progressivement à la conclusion que les dangers d'un monde globalisé ne peuvent être contrés que si l'Union renforce son potentiel économique et politique et le jette dans la balance en tant qu'acteur international. Comment atteindre cet objectif, demande-t-elle, quand certains Etats membres se contentent de leur participation au marché unique et éventuellement d'une monnaie commune, tandis que d'autres, surtout les pays fondateurs, plaident pour plus d'intégration politique ?

On trouvera des différences du même type pour la protection de l'environnement et pour le modèle social européen qui tient particulièrement à cœur aux Français et aux Allemands, y compris dans les nouveaux Länder. Réussira-t-on à sauvegarder, et à transformer durablement à l'avenir, ce modèle auquel nous devons en grande partie le succès économique et la stabilité politique intérieure que nous connaissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Devant la mondialisation, nombreux sont ceux qui pensent que ce n'est qu'ensemble que nous pouvons déployer la force pour maintenir les acquis des dernières décennies et les adapter aux défis de l'avenir.

Une Europe à plusieurs vitesses, avec des groupes pionniers ou avec une avant-garde sera-t-elle nécessaire ? Ou verra-t-on l'Union se dissocier ? s'interroge encore Angelica Schwall-Düren, qui conclut son intervention sur une dernière question : " Les valeurs communes de démocratie, de culture et d'identité européenne seront-elles assez fortes pour construire une Europe unie et rajeunie ? " ■

LES TEMPS FORTS DU DEBAT

En réponse à une question de **Winfried Veit** sur le contenu et l'intensification du dialogue entre anciens et nouveaux membres de l'Union, **Jacques Rupnik** fait remarquer que, tout au long du processus d'élargissement, il n'a été question que d'un transfert d'un modèle économique, institutionnel et normatif de l'Ouest vers l'Est. C'était à prendre ou à laisser et il n'y avait de négociation possible qu'à la marge et sur des sujets peu importants. Il serait intéressant, maintenant qu'ils sont membres à part entière de l'Union, de voir ce qu'ils peuvent apporter, suggère-t-il, en évoquant leur expérience particulière, celle du totalitarisme puis de la réinvention de la démocratie et de l'économie de marché, qui peut être enrichissante pour l'Union européenne.

Un espace public européen

Ce n'est pas seulement au niveau du gouvernement qu'il faut mener ce dialogue et ce sont les acteurs sociaux qu'il faut impliquer, entrepreneurs, syndicats, représentants de la société civile et des organisations non gouvernementales, dit encore Jacques Rupnik. Il y voit une façon de favoriser l'émergence d'un espace public européen, d'une société civile européenne dans

la durée, par l'interpénétration des acteurs sociaux, ce qui lui paraît plus convaincant que la vision d'Habermas d'une opinion publique européenne naissant de la seule protestation, à l'occasion des manifestations hostiles à la guerre en Irak.

Pour sa part, **Jérôme Clément** ne croit pas qu'on puisse créer les conditions de ces échanges sans des structures politiques suffisamment solides. La question politique est donc centrale en face de la force des mouvements populistes et des courants d'échanges dominés par les intérêts économiques américains.

Angelica Schwall-Düren insiste sur le travail de longue durée qui mettrait à contribution la société civile, sous la forme de rencontres entre citoyens, jeunes, syndicats, intellectuels, universitaires, chefs d'entreprise etc., contre une certaine forme de fatigue, de pessimisme et d'incapacité à entreprendre les réformes nécessaires qu'elle déplore en Allemagne, elle aimerait compter sur l'esprit créateur et novateur de la jeunesse des anciens pays communistes d'Europe centrale pour se mettre en route et aller vers de nouvelles expériences et elle appelle de ses vœux la création de médias européens, même si ce n'est encore qu'un rêve.

Se donne-t-on les moyens de réussir et de faire un peuple européen ? A regret, **Pavel Fischer** répond que non. Dans son pays il a constaté que les réseaux associatifs actifs travaillent souvent avec de l'argent autre qu'europpéen. L'Union européenne, pense-t-il, devrait réfléchir aux moyens de rassembler des fonds suffisamment importants pour générer des mouvements qui motivent les jeunes, les incitent à se dépayser, à avoir dans leur curriculum un passage obligé dans un pays tiers, à apprendre des langues et à nourrir leur curiosité de l'autre.

Dans le débat général ouvert avec la salle, les remarques et les questions ont porté notamment sur :

- ✓ les réticences françaises et allemandes pour augmenter, même modestement, le budget européen,
- ✓ les limites de la formule actuelle d'Union européenne qui tiennent à sa double nature d'Europe des Etats et d'Europe des peuples, la propension naturelle des chefs de gouvernement et de leurs ministres à conserver leurs pouvoirs nationaux au détriment souvent de la démarche communautaire, l'exemple qui en été donné récemment encore dans

l'élaboration d'une constitution lorsque les gouvernants ont traîné les pieds pendant près d'un an pour finalement faire moins bien que la Convention européenne.

- ✓ le déficit d'information sur le Parlement européen qui tient à l'absence de retransmission des débats et, plus encore, à l'absence de leaders parlementaires connus du grand public.
- ✓ les initiatives susceptibles de mobiliser ensemble des catégories importantes d'Européens pour en faire des acteurs et non plus seulement des spectateurs de l'intégration européenne, par exemple des auberges de jeunesse.
- ✓ les différents pôles d'intérêt géographique des Allemands et des Français, les premiers familiers de l'Europe centrale et orientale, les seconds plus portés vers le Sud, la Méditerranée, le Proche-Orient, le Maghreb et l'Afrique.
- ✓ la définition de normes d'éducation commune et la diffusion de films bien documentés sur les besoins et sur la vie communautaire.
- ✓ le manque de volontarisme européen chez les gouvernements actuels, leur désintérêt pour toute politique symbolique de la force de l'Union, l'absence de toute manifestation et de festivité collective à l'occasion du dernier élargissement, alors qu'en France on prenait un soin tout particulier pour célébrer le soixantième anniversaire du débarquement en Normandie.

Ce manque d'ambition en ce qui concerne les mobilisations de masse et les célébrations symboliques de nature à susciter un élan pour l'intégration européenne, Jérôme Clément en prend acte, en tout cas du côté français, en soulignant l'absence de mobilisation des partis politiques comme des responsables gouvernementaux sur ces thèmes et en regrettant le décalage entre une certaine forme de discours et les ambitions que ce même discours est censé porter avec lui. Il croit cependant que le désir de rencontres et d'échanges est réel dans les sociétés européennes. Il semble faire confiance au temps pour en voir l'épanouissement, tout en notant que des initiatives individuelles sont aussi indispensables que la volonté politique collective. Il insiste sur le rôle que l'image et les médias doivent jouer dans cette mobilisation, trouve scandaleux que de grandes chaînes de télévision puissent négliger systématiquement le

besoin d'information européenne au profit d'émissions dont le niveau intellectuel lui paraît particulièrement navrant, et il appelle à assumer cette forme de responsabilité collective.

Angelica Schwall-Düren encourage, de son côté, tous ceux qui ressentent le besoin à établir ces réseaux qui favorisent les contacts inter-européens. Elle reconnaît volontiers que le grand public a besoin de visages connus qu'il puisse identifier à l'Europe et estime que les partis politiques devront développer leur niveau européen et travailler à mieux répandre et diffuser auprès de la société des informations sur le fonctionnement de l'Union, ce qui encouragera par ailleurs les responsables politiques à augmenter le niveau des dépenses communes, avec l'objectif d'un développement durable pour toute l'Union européenne.

Que les Allemands connaissent mieux l'Europe centrale que les Français plus tournés vers le Sud, **Jacques Rupnik** le reconnaît volontiers, mais à ses yeux, cet état de choses ne présente pas que des inconvénients. Voilà qui pourrait séparer Français et Allemands dans leur vision des priorités mais cela peut aussi les rendre plus complémentaires dans la façon de voir les relations de l'Europe avec le monde extérieur. Le thème de la réconciliation franco-allemande lui paraît essentiel pour les relations de l'Allemagne avec ses voisins à l'Est, et il évoque les problèmes sérieux qui continuent à peser sur les relations des Allemands avec les Polonais et les Tchèques, problèmes que les Français dans leur ensemble ignorent. Ce serait un atout pour l'Allemagne que d'impliquer la France dans son dialogue avec l'Europe centrale, note-t-il, en précisant que ce sont principalement les questions qui dérangent, avec tout ce qui touche à un passé conflictuel, qu'il conviendrait d'aborder de cette façon-là. ■

**DONNONS A L'EUROPE
LES MOYENS DE SES AMBITIONS !**

Le thème qu'aborde **Elisabeth Guigou** prolonge la réflexion de la première table ronde. Avec l'élargissement, nous avons raté quelque chose, déplore-t-elle, en évoquant une certaine morosité, voire la résignation qui ont accompagné la réunification de l'Europe, un événement pourtant historique, mais vécu sans enthousiasme, ni célébration particulière.

Il est vrai que, par le nombre de pays, l'importance des écarts à combler, c'était un défi sans précédent, souligne-t-elle, avant d'observer que la première chose pour les Européens de l'Ouest est de dire à leurs nouveaux partenaires : " Bravo pour ce que vous avez accompli ! " Mais la grande Europe, à ses yeux, ne peut pas se faire aujourd'hui sur le modèle de la petite Europe, c'est-à-dire à l'abri du rideau de fer, avec l'appui déterminé des Américains, parce qu'elle s'est faite contre le totalitarisme soviétique et sur des bases exclusivement économiques. Cette Europe a réussi dans tous les objectifs qu'elle s'était fixés, en faisant la paix en Europe et en propageant des valeurs et la démocratie.

Ceci posé, quel projet et quelles ambitions pouvons-nous avoir pour la Grande Europe ?, demande Elisabeth Guigou, tout en précisant qu'il reste à fixer ses frontières à l'Est, c'est-à-dire un sujet majeur de discussion entre Français, Allemands et pays d'Europe centrale et orientale qui vont être en charge de la majeure partie des frontières extérieures de l'Union européenne. Pour sa part, elle propose de fixer au moins trois objectifs :

- organiser la cohésion économique et sociale de l'Union,
- avancer vers l'union politique,
- renforcer l'influence de l'Europe dans le monde.

Entre les vingt-cinq pays membres, les écarts de développement, de même que les écarts concernant les normes sociales et les normes écologiques, sont plus importants que lors des précédents élargissements, constate-t-elle, et c'est à cela qu'il faut remédier, ne serait-ce que pour vaincre les craintes qui se sont manifestées chez les nouveaux comme chez les anciens membres, qu'il s'agisse pour les premiers de la peur d'être cantonnés en deuxième division, pour les

seconds d'éviter les délocalisations et les flux migratoires non maîtrisés. Nous avons des atouts complémentaires, dit-elle : les pays de l'Est accusent une forte croissance et leurs 75 millions d'habitants ont un haut niveau d'éducation, avec des savants et des chercheurs bien positionnés pour participer à la quatrième révolution industrielle et à la stratégie de Lisbonne.

Augmenter le budget

Elisabeth Guigou est toutefois convaincue que, pour trouver les moyens de cette cohésion, il faudra augmenter le budget européen et renoncer à le plafonner à 1%. Elle rappelle qu'entre 1986 et 2000, à la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal, la Communauté a porté le montant des fonds européens de 5 à 30 milliards d'euros. Il lui paraît impensable que, sans recours à l'aide de fonds structurels, les nouveaux membres puissent développer leurs infrastructures économiques, choisir la voie d'une agriculture de qualité et élever la qualité du progrès social, ni que, de son côté, l'ensemble européen remplisse ses objectifs industriels dans les domaines de la recherche et de l'économie de la connaissance, sans parler des politiques de co-développement avec nos principaux voisins de l'Est et du Sud. Elle ajoute qu'il convient de donner à la Communauté européenne la possibilité d'emprunter, sur les marchés financiers, ce que la Commission devrait pouvoir faire sans aucun danger lorsqu'elle réalise des investissements à 25 ou 30 ans dans de grands réseaux d'infrastructure européens. La contrepartie étant d'obtenir des pays qui reçoivent cette aide, de renoncer à toute forme de dumping fiscal et social. Elisabeth Guigou signale au passage qu'elle trouve scandaleux que l'Irlande, compte tenu de toute l'aide qu'elle a reçue et des progrès de niveau de vie impressionnants qu'elle en a tirés, continue ses pratiques de dumping.

Dans la voie de l'union politique, Elisabeth Guigou estime que des pas importants ont été faits, car l'Union européenne à vingt-cinq est déjà bien plus qu'un grand marché, mais elle invite à réaffirmer les valeurs et les objectifs communs internes et externes en se fixant solennellement pour but de parler d'une seule voix à l'extérieur.

Si nous avons cette ambition d'une union politique plus étroite, les moyens de cette ambition sont au nombre de deux, d'abord le Traité Constitutionnel qu'il faut absolument faire ratifier par l'ensemble des vingt-cinq pays membres, ce qui ne sera pas facile, constate-t-elle. En retrait par rapport au projet de la Convention, le traité lui paraît néanmoins un progrès incontestable et le

contenu, avec la Charte des droits fondamentaux, tout à fait honorable. Elle note même une avancée par rapport à la Convention : l'égalité des hommes et des femmes que réclamaient, à ses yeux avec raison, les associations féministes. Elle apprécie à sa juste mesure l'extension de la majorité qualifiée, avec une minorité de blocage devenue plus difficile, mais regrette des reculs par rapport au projet de la Convention : sur la fiscalité, sur le cadre financier pluriannuel, ainsi que sur l'idée d'un Conseil des ministres transversal.

Avec les prérogatives du Parlement européen renforcées, l'Union sera plus démocratique. Tout en déplorant un recul sur le budget, elle attache de l'importance au droit de pétition reconnu aux citoyens. Elle regrette aussi que le processus de révision exige une décision à l'unanimité et que le refus de ratifier d'un pays ne soit pas sanctionné, s'il est confirmé, par son retrait de l'Union. Elle invite à faire pression sur les dirigeants pour que cette question soit posée.

Au-delà de ce cadre institutionnel amélioré par la constitution, Elisabeth Guigou se dit convaincue que l'Europe ne pourra pas continuer à progresser si on ne reconnaît pas aux pays qui le souhaitent la capacité de se constituer en avant-garde, quel que soit le nom — coopérations renforcées ou structurées — que l'on donne à ces formations. C'est ainsi qu'on a avancé dans le passé, avec Schengen ou avec l'euro, rappelle-t-elle. Ce sont des avant-gardes ouvertes à tous ceux qui le veulent ou qui le peuvent.

Il faut une locomotive !, insite-t-elle, en reconnaissant que cette locomotive manque gravement depuis quelques années. Elle estime que le moteur franco-allemand, très décrié et très affaibli, pourrait retrouver un rôle à la condition qu'il respecte les règles communes et que nos deux pays fassent des propositions. Si les chefs d'Etat et de gouvernement ne le font pas, qu'est-ce qui nous empêche, nous, société civile, de le faire ?, demande-t-elle, avant de signaler que faute d'engagement, d'initiatives et de créativité, le compromis se fait nécessairement vers le bas.

Ces initiatives, il nous appartient à nous aussi de les prendre, qu'il s'agisse de parler des frontières extérieures ou des futurs élargissements, ajoute encore Elisabeth Guigou faisant part de son hostilité à une candidature éventuelle de la Russie, qui doit rester, estime-t-elle un acteur global et ne pas dénaturer le projet européen. En revanche, la question peut se poser pour la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. De sécurité collective, il nous faut parler aussi avec les pays du

Centre et de l'Est, poursuit-elle, et affronter ces défis communs que sont la lutte contre la criminalité internationale et la lutte contre le terrorisme.

Forte de son expérience de ministre de la Justice dans le gouvernement de Lionel Jospin, Elisabeth Guigou explique que la lutte contre la criminalité internationale passe par la lutte contre l'argent sale, qui en est le nœud et le nerf. S'attaquer au terrorisme, c'est d'abord s'attaquer à ses causes, à la misère, à l'humiliation et à tout ce qui en constitue le terreau.

Français et Allemands, nous avons à réfléchir ensemble avec les pays de l'Europe centrale et orientale à la façon d'accroître notre influence dans le monde, ce qui implique d'abord une politique de voisinage avec nos voisins de l'Est, y compris la Russie, précise-t-elle, en se faisant l'avocate de politiques communes, dans le domaine de l'immigration en particulier, ce qui nous aiderait à dédramatiser le problème de l'immigration interne à l'Union européenne et à nous tourner vers nos voisins du Sud en pleine expansion démographique, afin de maîtriser notre propre déficit. Elle invite enfin à s'interroger sur les défis communs de la mondialisation, qu'il s'agisse de protection écologique ou de concurrence économique avec des pays comme l'Inde et la Chine et elle relève que les pays d'Europe centrale et orientale seront rapidement, autant que nous, menacés par la délocalisation. ■

DEUXIEME TABLE-RONDE

**POUR UNE EUROPE FORTE
ET COHERENTE – UN CENTRE DE GRAVITE
EST-IL INDISPENSABLE ?**

" Pour une Europe forte et cohérente, un centre de gravité est-il indispensable ? " telle est la question posée à la deuxième table ronde présidée par **Jean-Noël Jeanneney**, qui va expliquer pourquoi, dans une Europe à vingt-cinq, plus encore que dans l'Union à quinze, il faut bien poser cette question d'une différence de vitesse entre les pays membres. Et cela, quel que soit le sujet en discussion, cohésion économique et sociale, union politique ou influence dans le monde, dès lors que nous avons l'ambition de faire entendre une voix qui nous soit propre, à partir d'une civilisation qui est la nôtre, sans forfanterie et avec la détermination tranquille qui est celle de notre continent persuadé que, sur l'avenir de notre planète, dans toutes sortes de domaines, il lui revient d'être différent des autres puissances de cette terre.

Cette question du centre de gravité, et éventuellement du couple franco-allemand, nous a beaucoup sollicité, ajoute-t-il, en rappelant comment elle est abordée avec deux regards très violemment contrastés, soit qu'on s'étonne de la prétention des deux pays à se hausser du col, en prétendant à la fois savoir mieux et faire plus que les autres, soit que l'on s'attache au fait historique plusieurs fois vérifié : chaque fois que Français et Allemands se sont mis d'accord, ils ont sans doute suscité quelques irritations ici et là, mais ils ont fait avancer la machine.

Premier intervenant, le commissaire hongrois **Péter Balázs** voit d'un oeil optimiste les événements européens de l'année 2004, l'élargissement, les élections parlementaires, le traité constitutionnel et la nomination d'une nouvelle Commission qui entrera en activité à partir du 1er novembre et pourra alors commencer à s'occuper des choses sérieuses : le futur budget, une perspective pour la Turquie et la politique de cohésion.

Une triple crise

Proposant son diagnostic sur la situation de l'Union au moment où les nouveaux membres s'y installent, Péter Balázs parle d'une triple crise :

1- une crise de gouvernance parce que les mécanismes à vingt-cinq ne tournent pas impeccablement, en raison du nombre d'acteurs autour de la table, également une crise de confiance, entre les petits et les grands pays, les premiers redoutant un directoire des grands, ces derniers craignant que les petits, devenus dix-neuf, ne se liguent contre eux. Il espère cependant que le système de double majorité contribuera à apaiser ces difficultés.

Fédérale ou intergouvernementale ? Elle balance entre les deux, constate-t-il, et il relève l'absence de propositions au sein de la Convention sur d'éventuelles nouvelles compétences. Il y voit le signe qu'on approche de la fin du transfert de compétences des Etats membres vers l'Union, au moins dans les circonstances actuelles.

Pour lui, la Constitution est une bonne chose, mais il faudra continuer, et il se félicite que l'on ait placé certaines actions dans une perspective de dix ans.

2- Une crise de financement, avec une différence de 0,14% entre les propositions présentées par la Commission pour le budget 2007-2013 et le chiffre de 1% retenu par les chefs de gouvernement. Discussion et chiffres qui ont de quoi surprendre lorsqu'on connaît les plans ambitieux de l'Union européenne.

3- Une crise de l'élargissement, en ce sens qu'il faut trouver les dimensions définitives de l'Europe, l'identité, les frontières, les voisins de l'autre côté, quel centre pour quelle périphérie, y compris le financement d'une politique de cohésion à l'intérieur de l'Union et celui d'une politique de voisinage avec l'extérieur.

En ce qui concerne les coopérations renforcées, Péter Balázs s'interroge sur le nombre des participants, sur l'information de ceux qui restent à l'extérieur et enfin sur les conditions d'une adhésion ultérieure. La mauvaise solution, à ses yeux, c'est celle d'un très petit nombre d'Etats membres, et peu de transparence, ce qui rend difficile toute adhésion ultérieure. La bonne solution, en revanche, c'est un minimum de participants fixé à la moitié environ des Etats membres — il cite le cas de Schengen et de l'Eurozone : une douzaine de participants, avec une transparence totale et la possibilité d'adhérer à tout moment. La difficulté, c'est la représentation extérieure : comment distinguer l'Eurozone de l'ensemble

de l'Union, comment représenter ceux qui en font partie, alors que, dans le cas d'une coopération comme Schengen, deux pays étrangers à l'Union — la Norvège et l'Islande — peuvent y participer.

Péter Balázs estime que l'on peut proposer l'acquis communautaire à des pays tiers, lorsque c'est avantageux pour les deux parties. Il conclut en affirmant que l'élargissement actuel n'a pas surchargé l'économie de l'ensemble de l'Union puisqu'il s'est limité à y ajouter 5%, la dimension de l'économie des Pays-Bas. Mais en termes de population, l'augmentation est de 20%.

En revanche, la surcharge, ce sont les institutions, avec dix gouvernements de plus, qu'il faut digérer avant de continuer, et il invite à travailler à un modèle de Communauté à trente-cinq, qui inclurait les pays des Balkans, la Turquie (qui pose à ses yeux un problème de financement et d'identité de l'Union) étant traitée parallèlement et à part.

Au Slovaque **Ivan Stefunko**, éditeur du magazine *Slovo*, d'expliquer ensuite comment ses compatriotes ont tardé à prendre conscience de l'importance du moteur franco-allemand et ne l'ont fait que récemment, il y a deux ans environ. Malheureusement dans de mauvaises circonstances, pour le moteur, au moment des polémiques sur la révision du Pacte de stabilité et de croissance, quant à lui, très branché sur cette question, il plaide en revanche pour que l'on y voit une forme de politique interne spécifique à l'Europe.

Le long délai, près de quinze ans, qu'ont dû accepter les nouveaux adhérents avant d'entrer dans l'Union, avec les espoirs, mais aussi les sacrifices qui les ont accompagnés, a contribué au manque d'enthousiasme des populations lors du dénouement cette année, comme on l'a vu à l'occasion des élections au Parlement européen, où les Slovaques se sont illustrés avec une participation particulièrement faible de 17% ! Cinq ans plus tôt, tout aurait été très différent, affirme Ivan Stefunko, qui regrette le nombre de scrutins — quatre ! — imposés aux électeurs la même année et attire l'attention sur la présence politique des Etats-Unis dans ces pays depuis la chute du Mur. Les Américains ont financé des instituts de recherche, distribué des bourses à de jeunes hommes politiques, mais aussi à des seniors, et ils ont soutenu beaucoup de projets de réformes qui se sont inspirés par la suite des recettes d'Outre-Atlantique, tandis que, du côté européen, la procédure d'adhésion était très technique et dépourvue de souffle politique.

En matière de coopérations renforcées, Ivan Stefunko reproche aux Français et aux Allemands de se présenter comme le groupe pionnier, aussi longtemps au moins qu'on ignore le nombre et l'identité des pays qui ont l'intention de participer à ces coopérations.

Il observe que les nouveaux adhérents sont tous décidés — et enthousiastes — à l'idée d'entrer dans les deux formes de coopérations renforcées que l'on connaît, c'est à dire Schengen et l'euro. Beaucoup plus que les Britanniques et autres Scandinaves. Mais il existe, souligne-t-il, une forme non reconnue comme telle de coopération renforcée, la libre circulation des personnes, qui est pour l'instant interdite à huit nouveaux pays membres. Ce qui lui paraît inacceptable et suscite le pessimisme des populations concernées. Pour sa part, il s'attend à ce que les nouveaux montrent plus d'enthousiasme que les anciens pour des propositions de coopération renforcée en matière de justice et de combat contre la criminalité. Il affirme enfin que les opinions publiques en Europe centrale et orientale sont beaucoup plus européennes qu'on ne le pense — Il cite le chiffre de 92% des Slovaques en faveur de l'Union européenne — et souvent beaucoup plus que les représentants des élites politiques qui ont été formés dans les instituts de recherche ou ont reçu des bourses d'origine anglo-saxonne, et il demande qu'on laisse à ces pays deux ou trois ans de pratique de la vie communautaire pour qu'ils prennent mieux conscience de leurs intérêts nationaux, en même temps que des intérêts européens.

Gardons-nous de vouloir imposer à des membres de l'Union européenne un degré d'intégration auquel ils ne sont pas prêts pour de bonnes ou de mauvaises raisons... avertit le journaliste français **Bernard Guetta**, en constatant qu'il y a des Européens à deux vitesses : certains pays, certains courants de citoyens aspirent à aller beaucoup plus vite dans l'intégration politique, d'autres ne le veulent pas. Eh bien, respectons ce refus avec la foi de ceux qui, comme nous, considèrent qu'un jour, quand ils y seront prêts psychologiquement, historiquement, cette évidence de l'intégration politique s'imposera à eux d'autant mieux qu'entre temps, nous aurons prêché par l'exemple, autrement dit montré ce qu'on peut faire ensemble en travaillant systématiquement, régulièrement à tous les niveaux.

A-t-on assez remarqué, ajoute-t-il que les gouvernements français et allemand se réunissent maintenant régulièrement pour des conseils des ministres communs, sans que cela nous étonne, tandis que, du côté des symboles, on voit Schröder laisser Chirac le représenter à un Conseil européen et Chirac lui rendre

la pareille en quittant un sommet de Bruxelles, — qui plus est, pour aller participer au souvenir du 18 juin !

La France-Allemagne

Si ce que Bernard Guetta appelle la France-Allemagne n'avait pas adopté sur l'Irak une position commune, la scène internationale, constate-t-il, serait aujourd'hui dans un état encore plus catastrophique qu'elle ne l'est et les quelque deux gros tiers des citoyens européens, qui depuis le début étaient opposés à cette guerre d'Irak, ne seraient pas en train de se dire, que cette France-Allemagne les inquiète peut-être, mais qu'elle avait raison.

Alors, à la coopération renforcée entre la France et l'Allemagne, avec l'Espagne — cela va de soi —, avec l'Italie très bientôt, et avec tout ou partie du Bénélux et, espérons-le, d'autres pays, poursuit-il, disons " Oui ", sans hésiter ! Et, au sein de ce sous-ensemble, il est évident que Paris et Berlin ont le rôle moteur qu'ils ne doivent pas craindre de jouer.

Pour Bernard Guetta, la coopération renforcée des deux Etats va de soi, mais il est urgent de dépasser le niveau des gouvernements et de l'étendre à celui des citoyens, c'est-à-dire, au niveau de leurs partis, de leurs organisations, de leurs syndicats. Ces dynamiques sont à l'œuvre sans que nous le soupçonnions, elles sont puissantes, il faut les officialiser, les organiser et leur donner toute leur ampleur... et il appelle de ses vœux des réunions communes et des jumelages entre fédérations de grands partis des deux côtés du Rhin. Pourquoi ne pas militer fortement, pour qu'on commence en France l'apprentissage de l'allemand — et en Allemagne celui du français — à l'école maternelle — et non plus en sixième ?, demande-t-il, en invitant les organisations patronales d'une part, les syndicats de l'autre, à présenter leurs idées de réforme, et les partis politiques à travailler ensemble.

Il se dit convaincu que cette dynamique citoyenne européenne ferait régresser la peur du couple franco-allemand qui, insiste-t-il, existe et imprègne les réactions des gens, non seulement en Pologne, mais dans une grande partie de l'Europe centrale, un peu moins en Hongrie, beaucoup en République tchèque et, soupçonne-t-il, en Slovaquie aussi. Il faut montrer qu'il ne s'agit pas d'un hégémonisme d'Etat, ou de nation, mais d'une dynamique d'intégration ouverte à tous nos partenaires européens.

Nous avons d'autant plus intérêt à accélérer à quelques-uns l'intégration politique, estime Bernard Guetta, que se pose dès maintenant le problème des nouveaux élargissements, Bulgarie et Roumanie, Balkans, sans oublier la Turquie, dont lui-même est un partisan déclaré, mais il pense aussi à d'autres pays un peu plus loin à l'Est, ou au Sud.

A l'intérieur de cet ensemble qui, assez rapidement, dépassera la trentaine de membres, Guetta appelle de ses vœux une véritable fédération politique ne réunissant pas seulement la France et l'Allemagne et il ajoute en guise de conclusion : L'Union franco-allemande est une idée magnifique mais, surtout, n'employons jamais cette expression ! car il s'agit de créer, au niveau des Etats comme des citoyens, une exemplarité franco-allemande dans les relations, qui mène à une véritable fédération au sein de l'Union européenne.

Un centre de gravité, surtout si c'est un centre franco-allemand suscitera encore beaucoup de méfiance pendant de longues années chez les voisins, estime **Gesine Schwan**, présidente de l'Université européenne Viadrina, pourtant très convaincue de l'importance de la coopération franco-allemande sans laquelle, il n'y aurait pas d'Europe. Pour sa part, elle s'efforce, chaque fois qu'elle en a l'occasion, de convaincre les Polonais, ou d'autres voisins orientaux de l'Allemagne, qu'ils ont intérêt à ce que le couple France-Allemagne fonctionne bien. Cela dit, elle plaide pour que les deux intéressés prennent grand soin que leur coopération n'éveille pas la méfiance des autres.

Pour développer l'Union européenne, il faut une dynamique, qui ne part jamais de l'ensemble des participants, mais d'un centre ou de certains centres, dit Gesine Schwan, qui voudrait que cette impulsion ne soit pas donnée par un nombre trop limité d'initiatives pour prendre dès le départ la dimension de tout un mouvement. Elle croit que l'Europe doit jouer un rôle sur le plan global, indépendamment s'il le faut des Etats-Unis, et elle cite l'exemple de la guerre d'Irak, mais elle avertit que la question de la sécurité en Europe est très alourdie par l'Histoire. Elle ne croit pas que, dans les dix à quinze années à venir, les Polonais accepteraient une coopération qui leur paraîtrait dirigée contre les Etats-Unis, pour la raison très simple, qu'ils n'ont jamais été menacés par les Etats-Unis, alors qu'ils l'ont été par la Russie et par l'Allemagne. Pour leur sécurité, les Polonais n'ont confiance que dans les forces anglo-saxonnes et beaucoup de pays ont peur de voir le couple franco-allemand jouer un rôle analogue à celui des Etats-Unis vis à vis de l'Europe. D'où son insistance pour que Français et Allemands ne se lassent pas de s'efforcer d'intégrer les autres à

leur propre coopération parce que, sinon, il y aura très vite tellement de méfiance qu'on ne pourra plus construire une Europe plus intégrée. ■

LES TEMPS FORTS DU DEBAT

" Il nous revient sans doute, à nous, d'expliquer aux Polonais qu'on peut être différent des Etats-Unis sans être contre eux ", enchaîne **Jean-Noël Jeanneney** en ouvrant le débat sur les thèmes de cette deuxième table ronde. Les questions de la salle portent d'abord sur la conscience qu'ont les Européens de leur propre identité et de ce que cela signifie sur les plans politique, économique et culturel, sur la création d'un paysage audiovisuel européen, accessoirement sur les langues qui seraient employées, sur la bataille des idées que mènent les Américains en Europe et sur les moyens qu'auraient les Européens de faire valoir leurs propres convictions. Elles portent aussi sur le budget et le coût des politiques communes à l'heure de l'élargissement, ainsi que sur la vision sécuritaire des Européens rescapés du monde soviétique, en particulier celle des Polonais qui, observe un intervenant, ont complètement oublié Yalta et sont beaucoup plus rassurés par l'OTAN que par l'Union européenne.

Pour le commissaire **Péter Balázs**, c'est l'occasion de dire qu'il ne voit pas de problème de conscience européenne chez les peuples des nouveaux membres. Depuis 1000 ans, ces nations ont vécu en Europe, en se basant sur les mêmes valeurs, et il observe que la musique ou la peinture des Russes témoignent de la vocation européenne de leur pays, avant d'affirmer que les différences entre Rome et Byzance ne sont pas très importantes.

A l'intérieur de l'Union, il ne voit pas de ligne de partage entre anciens et nouveaux membres. En revanche, si Péter Balázs reconnaît des différences entre grands et petits, entre fédéralistes et intergouvernementalistes et, dans le domaine financier, entre contributeurs nets et récipiendaires nets, il n'est pas d'accord avec ceux qui mettent dans le même sac tous les nouveaux pour constater leur faible participation commune aux élections du Parlement européen. Il rappelle que sur l'ensemble, les pourcentages de population ont varié de 16 à 80% et relève que c'est dans les pays du Nord de l'Europe, en général, que la participation a été la plus faible.

Par ailleurs, Péter Balázs reconnaît volontiers qu'à l'avenir, on peut faire des économies sur la politique agricole commune, mais il insiste pour que l'Union assiste les régions les plus arriérées et les plus désavantagées, poursuivant ainsi une politique de cohésion, sans laquelle elle ne serait qu'une zone de libre-échange.

Pour **Bernard Guetta**, l'influence des Etats-Unis, intellectuelle, politique ou économique, dans l'Europe médiane, est totalement sous-estimée en France, mais notre propre responsabilité l'est aussi. Prenant l'exemple de la Pologne, où il a été pendant plusieurs années le correspondant du journal *Le Monde*, Bernard Guetta rappelle que, jusqu'en 1989 et surtout depuis 1980, ce pays a été dans un état de francophilie frénétique et militante pour mieux déplorer que la France ait ignoré la Pologne au moment précisément où elle arrivait à la démocratie. Nous ne lui parlions pas, se souvient-il, nous lui disions simplement : Vous n'entrerez pas maintenant, mais dans dix ans... — nous avions raison, mais il fallait le dire autrement. Il y avait une manière de faire comprendre ce que nous voulions dire par là, notamment sur le niveau d'ambition que nous pritions à l'Union européenne.

Nous sommes-nous jamais soucieux, poursuit-il, de dire, non seulement aux Polonais mais à tous les pays de l'Europe médiane, quelle conception nous avons de l'ambition politique de l'Europe ? Jamais nous ne l'avons fait, insiste-t-il. Nous avons traité ces pays comme acquis. Ils étaient à nous, sans problème ! Surtout la Pologne...

Bernard Guetta a toutefois rapporté, d'un récent séjour en Pologne, le sentiment qu'un séisme est en train de s'amorcer chez les Polonais, qui ont découvert depuis quelques mois que les Américains pouvaient se tromper, mentir comme des arracheurs de dents et les entraîner sur un radeau crevé... et que ce pays, qui était le plus virulent il y a un an pour dénoncer la position de la France-Allemagne sur l'Irak, est aujourd'hui tout simplement coi.

Un uppercut dans l'estomac, ajoute-t-il, parce que soudain, un monde de certitudes s'est écroulé. Il y voit une onde de choc d'une très grande profondeur et il soupçonne que ce n'est pas seulement le cas en Pologne.

Gesine Schwan laisse entendre qu'elle a, elle aussi, le sentiment d'une déception des élites, en Pologne en particulier. Elle incite toutefois Allemands et Français à comprendre mieux qu'ils ne le font les mentalités des voisins de l'Est. Mettez-vous à leur place ! dit-elle, en affirmant que la formule devrait servir de

slogan à tous en Europe. Mettez-vous à leur place sans penser qu'ils servent d'instrument aux Américains ! insiste-t-elle, en prévenant qu'il faut éviter à tout prix d'humilier des pays d'Europe centrale et orientale, qui se sentent facilement humiliés. ■

CLOTURE

Présentant sa vision de l'état de l'Europe, **Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, part de ce chiffre de 57% d'abstentions aux dernières élections au Parlement européen, qui lui paraît très important, encore que pas surprenant, non parce qu'il traduit l'hostilité des votants — ceux qui sont hostiles à l'Europe vont voter, précise-t-il —, mais la réaction en creux des sceptiques qui votent de moins en moins, ce qui lui paraît très préoccupant. Ce qui confirme, à ses yeux, un fossé entre les élites qui font l'Europe à marche forcée et la plus grande partie de la population qui décroche et qui laisse les élites fabriquer cette superstructure européenne, eux-mêmes n'ayant aucune influence sur ce qui se passe, situation qui fait peser un handicap considérable sur la suite et d'abord sur la ratification du traité.

Pour répondre à cet état de choses, Hubert Védrine ne croit pas aux vertus de la seule pédagogie dans laquelle il voit une attitude paternaliste qui prend les gens pour des arriérés, alors qu'il y a eu une quantité d'émissions, de livres et de colloques et que ce n'est pas un problème de déficit démocratique. Lui-même y voit un malentendu, une des raisons de ce décrochage étant que l'Europe n'arrête pas de changer et que c'est impossible pour des gens normaux de s'approprier l'Europe quand ses limites, son identité, la répartition des pouvoirs, n'arrêtent pas d'être modifiés. Il attribue une responsabilité particulière aux militants européens les plus convaincus qui, depuis quelque temps, chaque fois qu'un traité est signé, le déclarent insuffisant et réclament qu'on en fasse un autre de toute urgence. Il espère qu'ils ne vont pas dire la même chose cette fois-ci parce qu'il est temps de se poser quelque part, sinon nous n'arriverons jamais à faire naître un sentiment de citoyenneté européenne.

Un chantier jamais terminé

Hubert Védrine explique que depuis Maastricht, c'est-à-dire depuis quinze ans, nos concitoyens vivent ainsi dans un chantier jamais terminé — une négociation permanente plus un élargissement continu —, ce qui lui paraît anxiogène, et il y voit le début d'un péril politique qui est aussi grave que ce qui

se passe, d'une autre façon, aux Etats-Unis où le taux de participation est très faible, avec un système politique contestable, comme on l'a vu aux dernières présidentielles.

Il faut clarifier pour les gens ce que va être l'Europe et arrêter cette perpétuelle fuite en avant, et il précise qu'il applique, quant à lui, cette clarification aux limites de l'Union, aux institutions, aux choix politiques et au projet.

Pour lui, l'Union a encore vocation à s'élargir : d'abord, s'ils changent d'avis, aux trois pays d'Europe occidentale qui n'en ont pas voulu jusqu'à présent, puis aux deux — Bulgarie et Roumanie — avec lesquels des négociations sont ouvertes, enfin aux pays des Balkans, dont on peut discuter le degré de préparation mais pas de leur appartenance à l'Europe. En ce qui concerne la Turquie, Hubert Védrine regrette que nos dirigeants s'apprêtent à donner leur accord à l'ouverture des négociations, en reportant la crise à plus tard, ce qu'il trouve indécent par rapport à la Turquie qui est un vrai grand pays. Il faudrait au contraire raccourcir la période d'incertitude. Cette clarification vise les euro-sceptiques qui, à la différence des euro-hostiles, sont disponibles. Elle nous éviterait de rester pendant des années dans une incertitude démobilisante.

En matière d'institutions, Hubert Védrine juge que le compromis constitutionnel est une représentation honnête de ce que les Vingt-cinq peuvent faire ensemble. Il invite donc à le ratifier le plus rapidement possible et surtout à ne pas dire qu'il faut le remettre en chantier. Ceux qui diraient cela, par militantisme européen, prendraient la responsabilité d'entretenir la confusion dans les esprits de gens qui continueront à ne jamais savoir qui fait quoi ou qui est responsable de quoi. Il se dit favorable à ce qu'on puisse annoncer une période de stabilité institutionnelle en Europe. Il parle d'une création qui reste originale et juge que la formule de Delors — fédération d'Etats-nations — définit bien la réalité européenne.

Se tournant vers les choix politiques, Hubert Védrine observe que le système très consensuel de décision a l'inconvénient d'exclure les options et les enjeux mais que le traité constitutionnel réintroduit des éléments de choix politique, notamment avec les pouvoirs de co-décision du Parlement, et son rôle dans le choix du président de la Commission. Il y voit un travail de structuration démocratique et politique qui faisait défaut et qui est bienvenu.

Quant au projet, Hubert Védrine, parle d'une alchimie à une trentaine de pays, très originale, qui se propose de voir comment on préserve, on enrichit et

on réforme en Europe un type de société démocratique et libérale, mais qui n'est pas la société américaine, pas plus que la société russe, chinoise ou autre. Pour lui, qui ne voit pas que l'Europe ait jamais été unifiée, il ne s'agit pas de réunification, car même dans la période d'unité globale de la chrétienté, elle vivait un état de batailles permanentes. Il ne voit pas non plus d'opposition entre anciens et nouveaux membres, ces derniers ne cessant de se disputer entre eux et les nouveaux étant prêts à faire de même, très vite sur de nombreux sujets.

Mais tout reste à faire sur l'Europe-puissance, selon Hubert Védrine, convaincu que ce n'est pas tellement la politique Bush qui a suscité le problème, qui est beaucoup plus ancien, les Européens n'ayant pas tiré les mêmes leçons des événements tragiques du XX^e siècle. Il estime qu'une partie majoritaire des opinions publiques en Europe, qui attendent sécurité, liberté, justice, beaucoup de devoirs, pas trop de droits, se méfient de cette idée de puissance qu'ils trouvent dangereuse, et qui fait double emploi avec l'action des Etats-Unis. Beaucoup d'Européens voudraient une grande Suisse, mais tout en observant que se mettre à l'abri, s'organiser entre soi, ce n'est pas la même chose que d'exercer une influence dans le monde. Il pense cependant que les Européens pourraient arriver à s'accorder sur une certaine forme de puissance parce qu'ils auraient compris entre temps que si l'Europe ne devenait pas une puissance, elle resterait vulnérable et dépendante, et n'arriverait pas à préserver son mode de vie.

Que doit être l'Europe dans le monde ? Que doit-elle faire ? Hubert Védrine invite à définir ce que serait l'Europe partenaire des Etats-Unis, sans être une alliée automatique, en n'étant pas non plus un contestataire systématique. Il est persuadé qu'il existe une façon d'en parler qui préparerait la convergence des esprits et que l'harmonisation en profondeur des Européens sur ce que doit faire l'Europe dans le monde est un challenge qui est devant nous et qui n'est pas réglé par les mécanismes juridiques ou institutionnels. Pour sa part, il souhaiterait une Europe moins contraignante, moins normalisatrice, qui laisse respirer un peu plus les peuples à l'intérieur et qui soit plus forte à l'extérieur, plus unifiée et plus confiante en ce qu'elle peut apporter au reste du monde.

Hubert Védrine ne croit pas qu'on puisse progresser avec une avant-garde coupée de l'arrière. Ce n'est pas un hasard, ajoute-t-il, si les instigateurs de cette idée, depuis dix ans, tournent un peu en rond. Il fait une exception pour la zone

euro, en expliquant qu'on y marche sur une seule jambe puisqu'on a le côté monétaire mais pas le côté économique. Si on n'arrive pas à bâtir ce que nous, Français, nous appelons le gouvernement économique et à reprendre la marche en avant pour l'harmonisation économique et sociale dans cette zone, c'est la construction monétaire elle-même qui finira par être en danger. Mais ce n'est pas par le traité constitutionnel qu'on va régler ce problème-là, car on ne garantit pas le contenu des politiques par des textes juridiques.

L'avant-garde, il n'y croit pas beaucoup, pas plus qu'à une fusion franco-allemande. En revanche, il croit aux géométries variables, celle de groupes qui se forment sur des sujets comme la défense, les affaires sociales, ou des projets géographiques particuliers parce que les pays qui ne sont pas dedans n'en sont pas humiliés pour autant. Il souhaite que la France et l'Allemagne soient de toutes ces combinaisons, mais estime que France et Allemagne seules, cela serait trop court pour la plupart des sujets. En matière de défense, une coopération paraît impensable sans la Grande-Bretagne, ajoute-t-il, en notant que les Anglais sont en train de faire l'expérience que, même en collant aux Etats-Unis, on n'a aucune influence sur eux, et en rappelant que pendant la guerre un personnage de la taille de Churchill n'eut aucune influence sur les choix militaires de Roosevelt.

Il faut faire le deuil d'un certain nombre d'utopies qui ont été très utiles et très mobilisatrices, et ne pas fracturer l'Europe à Vingt-cinq qui vient de se constituer, dit encore Hubert Védrine, mais il faut que le travail par petits groupes à l'intérieur de l'Union européenne apparaisse légitime et logique. Il n'exclut pas de nouvelles initiatives gouvernementales en dehors des traités qui préfigurent de nouveaux mouvements et qui, petit à petit, soient reprises par les institutions existantes.

Au lieu de stigmatiser les euro-sceptiques, qui sont très nombreux, en les confondant avec les euro-hostiles, il faut faire exactement l'inverse, marginaliser les euro-hostiles, et récupérer dans le fonctionnement de l'Europe de demain les actuels euro-sceptiques qui ne sont souvent que déçus ou désabusés. Hubert Védrine, qui souhaite une ratification rapide du traité, estime qu'un référendum apporterait de l'oxygène à l'ensemble du système et qu'il peut être gagné. ■

ANNEXES – I

- *"Dix propositions pour un dialogue politique dans l'Europe élargie"* du groupe de travail de la Fondation Friedrich-Ebert 44
- Biographies 49

DIX PROPOSITIONS POUR UN DIALOGUE POLITIQUE DANS L'EUROPE ELARGIE

Ces dix propositions représentent la position commune des participants du groupe de travail "Un dialogue politique dans l'Europe élargie" créé, en avril dernier, par le bureau de la Fondation Friedrich Ebert à Budapest.

Face aux interrogations que suscite la relance du " couple franco-allemand ", dans un contexte inédit dû à l'élargissement, il nous revient d'éclairer différences et points de convergence entre l'Allemagne, la France, et les pays de l'Europe centrale et orientale qu'il s'agit, à présent, de pleinement associer au nouvel élan politique. Réussir l'élargissement, réussir à rapprocher nouveaux et anciens dans une dynamique de construction politique de l'Europe, voilà qui nécessite plus que jamais, de part et d'autre, de mettre en œuvre les moyens politiques que le Traité constitutionnel devrait assurer, et les moyens financiers de nos ambitions.

Ces problématiques qui illustrent l'état du débat européen en Europe centrale, ont été un point de départ intéressant pour les discussions qui se sont développées lors du colloque du 21 juin, " Quel nouvel élan pour l'Europe réunie ? France-Allemagne, dialogue avec l'Europe centrale et orientale ". ■

1- L'entrée des huit pays d'Europe centrale dans l'Union va conduire à un nouveau genre de débats européens entre l'Est et l'Ouest, qui orienteront au plus haut point l'évolution future de l'Union. Parmi les questions qui se poseront certainement, la question de savoir si la politique étrangère et de sécurité commune prend forme, ou bien si se constitue un noyau dur européen accélérant son intégration (et par voie de conséquence un autre bloc d'Etats périphériques) ou encore celle de savoir si de nouvelles initiatives relanceront l'intégration politique. Tout cela dépendra de la tonalité que prendront les relations futures entre anciens et nouveaux membres. Et cela indépendamment de la formation ou non dans l'Europe d'un bloc des Etats de l'Europe Centrale.

2- On commencera par discuter de la répartition des aides, que les négociations d'adhésion n'ont pas permis de mettre suffisamment au point pour les nouveaux adhérents, par exemple de la part qu'obtiendra l'Europe Centrale dans les fonds structurels ou les aides à l'agriculture. Les conflits latents entre pays contributeurs nets et pays bénéficiaires pourraient s'aggraver et être élargis aux conflits entre anciens et nouveaux bénéficiaires.

3- Entre temps, et en particulier après l'entrée dans la zone Euro des pays d'Europe centrale, apparaîtront les différences des taux moyens de croissance des puissantes économies de l'Ouest d'un côté, et de l'autre côté, les économies de l'Europe centrale. Il pourrait en sortir des conflits autour de la définition de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne ou bien en ce qui concerne la coordination économique dans l'UE.

4- Il ne faut pas réduire les différences entre les économies de l'Est et de l'Ouest européen à des différences de développement économique ni de niveaux de vie, alors qu'elles renferment aussi des différences structurelles. Les économies d'Europe Centrale sont aujourd'hui moins marquées par leur passé communiste que par leur quinze années soumises à la pleine violence de la globalisation, sans l'appui d'un appareil de production compétitif ni d'un système de sécurité sociale en état de fonctionnement. Les économies d'Europe Centrale sont de ce fait plus avancées en beaucoup de domaines que celles de l'Ouest, mais elles montrent aussi quelques traits essentiels d'un "capitalisme atypique" (une structure économique différenciée, avec une forte internationalisation de l'économie et le sous-développement du secteur public).

5- Les différences dans l'économie traduisent des différences dans les structures et les mentalités de la société. On notera l'absence d'une classe d'entrepreneurs locaux, dont le remplacement par une intelligentsia post-communiste et consommatrice est payé par une large marginalisation sociale sans représentation politique efficace, par l'exclusion d'un grand nombre et par une coupure non seulement dans l'économie, mais aussi dans la société, entre une classe en voie d'internationalisation et une économie de survie non concurrentielle.

6- L'état de l'économie et de la société marquent aussi de leur empreinte les cultures politiques et administratives de l'Europe Centrale. Un fort nationalisme à base historique dominant forme un contraste évident avec l'internationalisation réelle de l'économie et de la société comme avec la carence effective de traditions économiques et sociales utilisables, carence qui est à mettre sur le compte du passé communiste autant que de l'impact brutal de la globalisation. Le nationalisme historisant, vécu comme réaction culturelle à la perte des traditions, est difficile à rapprocher de la " rationalité sans âme " de l'intégration européenne, qui doit triompher sans bataille ni héros.

7- La formation d'un consensus dans l'Union Européenne était fondée dans le passé sur un dialogue entre les différentes cultures (par exemple sur la différence entre l'organisation allemande et la réglementation française) derrière lesquelles on trouvait des intérêts économiques et des structures sociales diverses. Mais l'Union n'a pas été contrariée par la diversité des modèles d'organisation, elle en a été au contraire enrichie. De même les conflits inter-européens prévisibles entre l'Est et l'Ouest ne doivent pas paralyser l'Union, ils peuvent enrichir son développement à venir, à condition que les différences existantes soient acceptées, prises au sérieux, et ne soient pas trop vite sacrifiées à l'impératif du consensus.

8- Les contrastes dans les structures économiques et sociales ou dans les cultures politico-économiques ne sont pas uniquement une faiblesse des nouveaux adhérents que les Européens de l'Ouest pourraient guérir avec un mélange de pédagogie paternaliste et d'injections financières mesurées. Les sociétés d'Europe centrale sont plus avancées que celles d'Europe occidentale à plusieurs points de vue. Ils peuvent voir leur propre avenir dans les réalités de l'Ouest et en tirer des conséquences opposées, selon qu'ils considèrent les effets d'une globalisation sans protection, ou bien les possibilités d'une adaptation, même dans des conditions défavorables.

9- Il y a une possibilité d'apprendre les uns des autres, mais qui ne pourra être mise en oeuvre que si l'on intensifie le dialogue entre anciens et nouveaux membres. Bien sûr ce dialogue est déjà pratiqué aujourd'hui sur beaucoup de sujets. Cependant, on souhaiterait voir des projets de développement de l'intégration Est-Ouest avec des perspectives à long terme, au delà des contraintes de la politique au jour le jour, ainsi que des initiatives en direction des institutions européennes.

10- Le dialogue politique dans l'Union élargie est soumis à deux obligations. L'une sera de prendre en compte les variétés des structures, des intérêts, des points de vue et des cultures politico-administratives. Mais cela ne signifie pas qu'il faut les voir comme des blocages, empêchant le fonctionnement harmonieux des institutions. Au contraire, et ce serait l'autre obligation, il s'agit de faire un usage positif de cette diversité pour le processus d'intégration. La " diversité des cultures " est toujours présentée comme un poste important à l'actif de l'Europe. Aujourd'hui, une chance existe de prendre au sérieux cette diversité, pour autant qu'elle n'est pas réduite au simple folklore. ■

Les contributeurs aux propositions du groupe de travail :

Attila Ágh, *Université de Budapest, Hongrie* ■ **Michael Dauderstädt**, *Friedrich Ebert Stiftung– Bonn, Allemagne* ■ **Michael Ehrke**, *Friedrich Ebert Stiftung– Budapest, Hongrie* ■ **Josef Hochgerner**, *Centre for Social Innovation, Autriche* ■ **Janós Molnár**, *Friedrich Ebert Stiftung– Budapest, Hongrie* ■ **Martin Potucek**, *Université de Prague, République tchèque* ■ **Pál Tamás**, *Académie des Sciences de Budapest, Hongrie* ■ **Jerzy Wilkin**, *Université de Varsovie, Pologne* ■

❖ B I O G R A P H I E S ❖

Péter BALÁSZ

Economiste de formation, docteur de l'Université des sciences économiques de Budapest et de l'Académie des sciences de Hongrie, Peter Balazs a commencé sa carrière dans une société hongroise, spécialisée dans l'exportation, avant d'intégrer le ministère du commerce extérieur en tant que chef de secteur puis directeur.

Aussi à l'aise en russe, en anglais, en allemand qu'en français, il rejoint de 1982 à 1987, avant même la chute du rideau de fer, l'Ambassade de Hongrie à Bruxelles en tant que Conseiller chargé des relations avec la Communauté européenne. Il devient ensuite Directeur chargé des relations multilatérales au ministère des relations économiques puis Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, de l'Energie, de la Construction, du Commerce et du Tourisme.

Ambassadeur de Hongrie à Copenhague, de 1994 à 1996, puis à Bonn-Berlin, de 1997 à 2000, il suit de très près les dossiers européens en tant que Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères du gouvernement hongrois, en 2002 et 2003.

Représentant permanent de son pays auprès de l'Union européenne jusqu'en avril 2004 et représentant du gouvernement hongrois à la Convention européenne, il est membre de la Commission européenne présidée par Romano Prodi, du 1^{er} mai au 1^{er} novembre 2004.

Ses derniers ouvrages sont : *La politique extérieure de l'Union européenne et l'évolution des relations entre la Hongrie et l'UE*, (KJK, Budapest, 2002), *Unification européenne et modernisation*, (Osiris, Budapest, 2001).

Jérôme CLEMENT

Jérôme Clément est président d'Arte-France et président d'Arte-GEIE. Ancien élève de l'ENA, il est certifié en lettres et licencié en droit. De 1981 à 1984, il est le Conseiller, chargé de la Culture, des Relations Culturelles Internationales et de la Communication, de Pierre Mauroy, Premier ministre.

Jérôme Clément est ensuite Directeur général du Centre National de la Cinématographie, jusqu'en janvier 1989. Il est alors nommé président du Directoire de Arte-France, poste qu'il occupe encore aujourd'hui. Vice-président d'ARTE, chaîne culturelle franco-allemande, de 1999 à décembre 2002, il en assure à nouveau la présidence depuis le 1^{er} janvier 2003.

Il a été, parallèlement, président directeur général de la Cinquième (1997-2000). Il est également administrateur de l'Orchestre de Paris, du Théâtre du Châtelet. Jérôme Clément est, depuis 2001, conseiller municipal de Clamart, délégué à la Culture et à l'Architecture.

Il est l'auteur de *Les Femmes et l'Amour* (éditions Stock, 2002).

Jérôme Clément est Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Commandeur des Arts et Lettres, Commandeur de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.

Pavel FISCHER

Ancien élève de l'ENA (promotion Cyrano de Bergerac), en 1999, ainsi que du Centre international de formation chrétienne (doctrine sociale de l'Eglise) à Genève et de l'Université Charles de Prague (faculté des Lettres), il est secrétaire personnel de Mgr František Lobkowicz, évêque auxiliaire de Prague de 1991 à 1993, puis directeur-adjoint de l'Institut de communication de 1993 à 1994.

Il est nommé, ensuite, de 1995 à 1997, directeur de la communication de la présidence tchèque avant de devenir porte-parole adjoint jusqu'en 1998. De 1999 à 2003, il devient le responsable du département politique et premier conseiller auprès du président de la République tchèque, Vaclav Havel.

Il est ambassadeur de la République tchèque en France, depuis novembre 2003.

Bernard GUETTA

Editorialiste de presse écrite à l'*Express* et de radio à *France-Inter*, spécialiste de politique étrangère, Bernard Guetta collabore régulièrement à plusieurs grands journaux européens dont la *Repubblica* (Italie), *Le Temps* (Suisse) et *Gazeta* (Pologne). Correspondant du *Monde* à Varsovie, Washington et Moscou dans les années 80, il a reçu le prix Albert Londres pour sa couverture de la naissance de "Solidarité" en Pologne et le Prix Mumm pour ses correspondances sur la période de Perestroïka en URSS.

Ancien directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, de 1996 à 1999, et de *l'Expansion*, de 1990 à 1992, Bernard Guetta est l'auteur de plusieurs ouvrages dont trois livres sur les relations internationales, *Pologne, L'URSS de Gorbatchev* et *Géopolitique*. Il est également coauteur, avec Jean Lacouture, d'une série télévisée consacrée à l'affrontement soviético-américain : *URSS-USA, Le Grand Jeu*.

Elisabeth GUIGOU

Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration, Elisabeth Guigou est administrateur civil au ministère des Finances, depuis 1974. Elle est nommée attachée financière auprès de l'ambassade de France en Grande-Bretagne de 1979 à 1981. Elle est conseillère au secrétariat général de l'Elysée, de 1982 à 1988, chargée de l'économie internationale, du commerce extérieur, des affaires européennes et des sommets puis chargée de mission au Cabinet du président de la République, de 1988 à 1990. Déléguée de la Mission de coordination interministérielle des actions relatives aux pays d'Europe centrale et orientale de 1988 à 1990. Elle a été nommée ministre déléguée aux Affaires européennes de 1990 à 1993. Elle est élue, en 1992, conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et en 1994, parlementaire européenne.

Elle est nommée en juin 1997, dans le gouvernement de Lionel Jospin, garde des Sceaux, ministre de la Justice, puis ministre de l'Emploi et de la Solidarité d'octobre 2000 à mai 2002. Depuis juin 2002, elle est députée de Seine-Saint-Denis.

Elle est présidente fondatrice de l'association Europartenaires créée en 1994.

Elle est l'auteur de *Pour les Européens*, (Flammarion, 1994), *Être une femme en politique* (Plon, 1997) et *Une femme au cœur de l'Etat* (Fayard, 2000) et *Je vous parle d'Europe* (éditions du Seuil, 2004).

Jean-Noël JEANNENEY

Ancien élève de l'École normale supérieure, diplômé de l'Institut d'études politiques, agrégé d'histoire, et docteur ès-lettres, Jean-Noël Jeanneney est professeur d'histoire politique et d'histoire des médias à l'Institut d'études politiques de Paris depuis 1977. Il a été secrétaire d'Etat au Commerce extérieur (1991-92) et à la Communication (1992-93). Il a également été président de Radio-France et de RFI (1982-86) et président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1988-89). Depuis mars 1998, Jean-Noël Jeanneney préside l'association Europartenaires et il est président de la Bibliothèque nationale de France depuis mars 2002.

Il est l'auteur de nombreux documentaires historiques pour la télévision, il appartient à l'équipe fondatrice de la revue *L'Histoire* et préside le conseil d'orientation de la chaîne câblée "histoire". Il produit l'émission hebdomadaire "Concordance des temps" sur France Culture. Ses derniers ouvrages sont *Une Histoire des médias des origines à nos jours* (1996, 3e éd. 2000), une réflexion sur *Le Passé dans le présent – l'historien, le juge et le journaliste* (1998), *L'Echo du siècle – Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France* (1999) et *L'Histoire va-t-elle plus vite ? Variations sur un vertige* (Gallimard 2001). Il a co-dirigé avec Philippe Joutard *Du bon usage des grands hommes en Europe* (Perrin 2003), actes d'un colloque organisé par Europartenaires, la fondation Friedrich-Ebert-Paris et la fondation Jean-Jaurès et *Le Duel, une passion française* (Seuil, 2004).

Jacques RUPNIK

Jacques Rupnik est actuellement directeur de recherche à la Fondation nationale des Sciences Politiques/ Centre d'études et de recherche internationale (FNSP/CERI).

Diplômé d'histoire à la Sorbonne et de science politique à l'Institut d'études politiques de Paris, il est également titulaire d'un MA en études soviétiques à l'université Harvard (1974), et d'un doctorat en histoire des relations internationales à la Sorbonne (Université Paris I). Chercheur associé au *Russian Research Center* à l'université Harvard, de 1974 à 1975, il devient spécialiste de l'Europe de l'Est au *BBC World Service* entre 1977 et 1982. A partir de 1982 et jusqu'en 1996, il enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est nommé, en 1995, directeur exécutif de la Commission Internationale pour les Balkans à la *Carnegie Endowment for International Peace*. Professeur invité au Collège d'Europe à Bruges, il est l'un des directeurs de la revue trimestrielle *Transeuropéennes*. Il est conseiller du président tchèque Vaclav Havel, de 1990 à 1992.

Ses derniers ouvrages sont *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, dir., conclusion de Bronislaw Geremek, (Paris, Presses de Sciences Po, 2004), et avec Christian Lequesne *L'Europe des Vingt-Cinq. 25 cartes pour un jeu complexe* (Paris, Autrement, 2004).

Gesine SCHWAN

Docteur en philosophie, auteur d'une thèse sur *Les bases philosophiques et économiques d'une critique sociale de Marx* et professeur de sciences politiques de l'Université libre de Berlin, de 1977 à 1999. Gesine Schwan est, depuis 1996, membre de la Commission des " Valeurs fondamentales " du SPD, et depuis 1999, présidente de l'Université européenne *Viadrina*, à Francfort-sur-l'Oder. Elle est, depuis 1994, administrateur de l'association allemande des Sciences Politiques.

Parmi ses récentes publications, citons *Politique et responsabilité. La puissance de destruction du silence* (Francfort-sur-le Main, 1997). *Anticommunisme et antiaméricanisme en Allemagne. Changement et continuité depuis 1945* (Baden-Baden, 1999).

Angelica SCHWALL-DÜREN

Docteur en Histoire économique et sociale, Angelica Schwall-Düren est professeur de lycée jusqu'en 1994, où elle élue membre du Bundestag. Depuis octobre 2002, Angelica Schwall-Düren est vice-présidente du groupe parlementaire du SPD aux Affaires européennes. Elle est aussi membre suppléante de la commission " Affaires étrangères », de la commission " Affaires européennes " et de la commission Parlementaire franco-allemande de médiation concernant l'exercice de l'autorité parentale. Elle est très engagée dans les relations franco-allemandes.

Fin novembre 2002, l'Ordre national de Chevalier de la Légion d'honneur lui a été remis par le président de la République française.

Ivan STEFUNKO

Diplômé en affaires internationales et diplomatie de la Faculté des Sciences politiques et de Relations internationales de l'Université de Banská – Bystrica, et de Sciences-Po Paris, Ivan Stefunko devient correspondant étranger de l'agence de presse de la République slovaque à Paris. Il est ensuite Secrétaire international du Parti de la Gauche Démocratique de Slovaquie, de 2000 à 2001.

Il est actuellement directeur du magazine hebdomadaire *SLOVO* et fondateur du portail internet www.EurActiv.sk et www.Euractiv.cz.

Il écrit de nombreux articles sur l'Union européenne dans l'hebdomadaire *SLOVO* et il a rédigé, pour la *Slovak Foreign Policy Association* et l'*Institut for Public Affairs*, le rapport *L'Union européenne aujourd'hui : la relation franco-allemande, moteur de l'intégration ?* (2002).

Hubert VEDRINE

Ancien élève de l'ENA, diplômé de Sciences-po Paris et titulaire d'une licence d'histoire. Hubert Védérine intègre, pendant cinq ans, le ministère de la Culture avant de rejoindre, en 1979, le ministère des Affaires étrangères. En mai 1981, il devient conseiller diplomatique auprès du président François Mitterrand. Puis, en 1988, il est nommé porte-parole de la Présidence de la République puis, de 1991 à 1995, Secrétaire général, poste qu'il occupera jusqu'au départ de François Mitterrand. En 1996, il entre comme associé au cabinet d'avocats Jeantet et publie *Les Mondes de François Mitterrand*, sur la politique étrangère conduite par

ce dernier de 1981 à 1995. En mai 1997, nommé ministre des Affaires étrangères par Lionel Jospin, il le restera, jusqu'aux élections présidentielles de 2002, travaillant en étroite collaboration avec le président de la République et le Premier ministre tout au long de la cohabitation.

En 2000, il publie un livre d'entretiens avec Dominique Moïsi *Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation* et en septembre 2003, un recueil de textes et d'articles *Face à l'Hyperpuissance*.

Au début de 2003, il crée la société de conseil en stratégie géopolitique " Hubert Védrine Conseil ". Il est président de l'Institut François Mitterrand, depuis 2003.

Winfried VEIT

Docteur en sciences politiques et diplômé en sciences économiques de l'Université de Berlin, Winfried Veit est directeur du bureau parisien de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) depuis juillet 2003, après avoir été directeur du bureau israélien à Tel-Aviv, de 1996 à 2003.

Au sein du département international de la fondation, il a occupé plusieurs postes, parmi lesquels rédacteur en chef de la revue internationale de la FES et directeur du département de l'Europe de l'Est.

Il a publié de nombreux ouvrages sur les questions internationales. ■

ANNEXES – II

- Partenaires médias 57
- Interviews des intervenants parues dans *Regard sur l'Est*
 - *Elisabeth Guigou* 59
 - *Michel Barnier* 63
 - *Danuta Hübner* 65
 - *Pascal Lamy* 68
 - *Winfried Veit* 71
 - *Jean-Noël Jeanneney* 75
- Bibliographie proposée par *Regard sur l'Est* 78
- Organismes 79

◆ PARTENAIRES MEDIAS ◆

The logo for ARTE, consisting of the word "arte" in a bold, lowercase, orange sans-serif font.

Partie prenante dans l'organisation du colloque, **ARTE** a accompagné le débat et a proposé dès le 15 juin un dossier spécial sur son site internet <http://www.arte-tv.com/fr/services/hors-ecran/396876.htm>, avec des interviews des principaux intervenants.

The logo for REGARD SUR L'EST, featuring the text "REGARD SUR L'EST" in white, uppercase, bold sans-serif font on a black rectangular background. Below the main text, the website address "www.regard-est.com" is written in a smaller white font.

Partenaire du colloque " Quel nouvel élan pour l'Europe élargie ", la revue *Regard sur l'Est* a réalisé une série d'interviews dans la perspective de cette rencontre. Vous pourrez retrouver l'ensemble de ces textes sur le site <http://www.regard-est.com>. ■

Entretien avec Elisabeth Guigou « L'élargissement une chance à saisir »

Réalisé le 28 avril 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

A l'occasion de la sortie de son livre "Je vous parle d'Europe"⁽¹⁾, Elisabeth GUIGOU, présidente d'Europarténaires, députée de la Seine-Saint-Denis et ancienne ministre, nous livre son opinion sur l'élargissement et ses enjeux ainsi que sur les perspectives de cette Union européenne à vingt-cinq.

Regard sur l'Est : L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux membres, le 1^{er} mai 2004 est un événement fondamental pour l'Europe. Que pensez-vous que les nouveaux adhérents, et en particulier les PECO, sont en mesure d'apporter à l'Europe sur le plan politique ?

Elisabeth Guigou : Je pense que cet événement est une chance à saisir. Mais avant tout nous devons leur dire " bravo ". Ces dix nouveaux Etats membres ont réussi un tour de force ces dernières années en faisant des efforts pour restructurer leur économie ainsi que leur système politique. Des efforts que nous n'avons d'ailleurs pas assez salués.

N'oublions pas également qu'ils ont commencé par se libérer seuls. Nous ne les avons pas beaucoup aidés. Nous les avons regardés et applaudis.

Nous devons aujourd'hui leur montrer que l'on est heureux de les voir nous rejoindre et que l'on ne les considère pas comme un problème à résoudre ou un boulet à traîner. Car leur arrivée est une chance à plusieurs égards, économique, culturel et politique.

Sur le plan économique dans le monde de géants qui est en train de se dessiner actuellement avec les Amériques et l'Asie, il doit y avoir cette grande Europe liée par un partenariat avec nos voisins de l'Est et du Sud. Ces trois grands ensembles ont vocation à faire le monde de demain. Et j'aimerais que l'Europe soit suffisamment forte pour que l'on puisse peser sur l'état du monde. Faire en sorte que ce monde soit plus solidaire et évolue en paix. Pour cela, l'Europe doit être puissante. Et le critère démographique est évidemment fondamental. Avec ses 450 millions d'habitants, la grande Europe pèse deux fois plus que les Etats-Unis.

Cet élargissement est aussi une chance en matière de richesse culturelle et éducative. On accueille 75 millions d'habitants, d'un haut niveau d'éducation, avec des chercheurs et des scientifiques. Or nous savons que la bataille de demain se fera sur l'économie de la connaissance et les nouvelles technologies. C'est un apport formidable.

Même si des craintes persistent dans les esprits, notamment concernant les délocalisations, j'observe que celles-ci ont commencé bien avant l'adhésion et

qu'elles se sont faites principalement parce qu'il y avait un marché de 75 millions d'habitants. Ces délocalisations se sont aussi accompagnées de mouvements très favorables. La France a par exemple quadruplé ses exportations vers les pays de l'Est et notre balance commerciale avec ces pays est largement excédentaire. Nous avons d'ores et déjà des bénéfices économiques importants et l'adhésion ne peut qu'amener un rapprochement de nos économies respectives et de nos systèmes sociaux, comme cela a été le cas avec l'Espagne et le Portugal. Ce rapprochement vers le haut diminuera de fait les délocalisations et les migrations. L'augmentation de niveau de vie fixera les populations là-bas. Nous avons tout à gagner de cet élargissement, pourvu que nous le réussissions. Tout est là. Pour cela, il faut se montrer solidaires et faire pour eux ce que l'on a fait pour l'Espagne et le Portugal.

L'élargissement européen doit-il se poursuivre ? Que pensez-vous de l'adhésion de la Turquie ?

Je pense que l'Union européenne doit s'élargir à la Roumanie, à la Bulgarie et aux cinq pays des Balkans. Par ailleurs, lorsque les conditions seront remplies, il faudra que l'Union européenne accueille la Turquie.

Les critères de Copenhague devront être respectés avant l'adhésion. Cela prendra du temps. Mais je crois important d'ouvrir la porte à la Turquie. D'abord, parce que nous l'avons dit depuis quarante ans. Il serait grave de se déjuger. Cela reviendrait à rejeter la Turquie. Je ne pense pas que l'Union européenne ait intérêt à humilier ce grand pays musulman laïque. Nous n'avons pas non plus intérêt à avoir un nouvel Iran, un nouvel Afghanistan, ou encore un nouvel Irak qui serait tenté par un nationalisme exacerbé. Cela se produirait si l'on rejetait la Turquie après lui avoir fait miroiter l'adhésion pendant quarante ans. Je pense aussi que la perspective d'adhésion à l'Union européenne, même lointaine, est le meilleur aiguillon pour plus de démocratie en Turquie, pour le respect des minorités, notamment des Kurdes, pour la reconnaissance du génocide arménien et pour le développement économique de l'ensemble de la Turquie. En somme, pour tout ce que nous souhaitons.

Je crois aussi que dans un tel cadre, la Turquie peut être un modèle pour les démocrates de l'ensemble des pays musulmans. Cette évolution positive peut avoir des effets extrêmement bénéfiques dans l'ensemble du monde musulman. Cela consacrera également l'identité propre de l'Europe qui est d'être cosmopolite et multi-religieuse. J'aime cette image de l'Europe car, pour moi, l'Europe n'est pas un club chrétien.

Peut-on imaginer une Europe à plusieurs niveaux d'engagement ?

Oui, il est illusoire de penser que tous les pays membres de l'Union européenne ou à venir pourront procéder du même pas. Il faut accepter l'idée qu'il y ait une avant-garde, mais celle-ci ne pourra se réaliser que sous certaines conditions. Nous avons créé deux avant-gardes qui ont réussi : Schengen et l'Euro. Et pourquoi ont-elles réussi ? Parce qu'il y avait un contenu, que personne n'était exclu à priori, et que ces avant-gardes se sont faites en utilisant les institutions communautaires.

L'avant-garde ne peut pas être un substitut ou une alternative à l'organisation de la grande Europe, qui doit se fonder en premier lieu sur la base du projet de Constitution actuelle.

Privilégier l'élargissement avant l'approfondissement, n'est-ce pas enterrer l'Europe " puissance " ?

J'aurais préféré que nous renforçons les institutions politiques de l'Union européenne et ses politiques communes avant de procéder au grand élargissement. Cela a toujours été le cas auparavant. Nous ne l'avons pas fait cette fois-ci, sans doute, parce que les événements se sont succédé rapidement.

Néanmoins, je reste confiante car nous avons une armature solide, notamment ce projet de Constitution. Nous devons l'adopter. Car malgré ses insuffisances et ses lacunes, il relève d'un progrès considérable, infiniment mieux que le calamiteux Traité de Nice.

Nous pourrions ensuite travailler à l'amélioration de cette Constitution. N'oublions pas qu'elle sera révisable comme les traités le sont aujourd'hui. Je suis d'ailleurs favorable à revoir plusieurs points, en particulier la politique sociale, mais aussi la révision à la majorité. En ce sens, nous devrions introduire une clause stipulant que la Constitution, si elle n'est pas adoptée à l'unanimité, peut être adoptée et se voir appliquée par une majorité de pays.

L'Europe a-t-elle besoin d'un moteur à l'image du duo franco-allemand et lequel ?

Il serait bénéfique, en effet, de réactiver le moteur franco-allemand mais dans la tolérance vis-à-vis des autres pays membres, dans l'ouverture et dans l'exemplarité.

Mais aujourd'hui ce duo franco-allemand est plutôt ressenti comme porteur d'invectives à l'égard des autres membres, qui y perçoivent une sorte d'arrogance et de supériorité, alors que les acteurs de ce duo ne respectent pas les règles communes qu'ils ont eux-mêmes voulues. Dans ces conditions là, on ne peut que difficilement entraîner les autres pays membres.

Vous pensez que l'Europe a besoin d'un moteur franco-allemand et qu'il se limiterait à ces deux pays ?

Non, il ne doit pas se limiter à ces deux pays et je pense qu'il ne s'est jamais limité à ces deux pays. Ces deux pays ont été le moteur de l'Europe parce que la réconciliation franco-allemande a fondé l'union politique. Elle n'aurait pas été possible sans cela. Donc nous gardons, Français et Allemands, ce prestige-là, même si notre poids est devenu relatif dans une Union européenne plus grande. Il faut donc chercher des alliés et mieux comprendre les attentes des autres membres. Le moteur peut se faire autour de la France et de l'Allemagne avec quelques-uns. Avec le Royaume-Uni sur la défense par exemple et, nécessairement, avec les pays membres de l'Eurogroupe sur l'économie et le social. Les questions de sécurité intérieure pourraient être traitées à l'échelle de la grande Europe. Une police des frontières européennes pourrait être un projet fédérateur.

Donc, je crois que l'on peut avoir une Europe à plusieurs moteurs. Un jour j'espère que nous aurons une avant-garde fédérale, mais cela ne se décrète pas, cela se construit.

La France et d'autres pays européens refusent que le budget européen soit supérieur à 1% du PIB. N'empêche-t-on pas ainsi l'Europe de se doter de moyens financiers suffisants pour réaliser ses objectifs d'envergure ?

Je trouve cela scandaleux. Même le budget à 1,24% du revenu national brut, à vingt-cinq pays membres, est inférieur au 1% actuel.

Il faut viser au moins 1,5% du PIB européen. Aux Etats-Unis, le budget fédéral est de 30%, en Suisse il est de 15%. Donc 1,5% c'est très peu, mais indispensable si l'on souhaite conserver la Politique Agricole Commune qui doit être profondément réformée, si l'on veut garder des fonds structurels pour nos régions et nos quartiers en retard — et il y en a partout —, et si l'on veut aider puissamment les nouveaux membres à nous rejoindre rapidement. Sans oublier la recherche et la politique industrielle. Par la suite, nous pourrions financer les grands travaux européens par l'emprunt. Mais tout ça est encore très éloigné des conceptions des gouvernements français et allemand. Il faut donc se battre.

L'élargissement aura probablement des conséquences sociales importantes dans les pays adhérents, et en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale. Une montée de populisme et d'euroscpticisme est possible. L'Europe a-t-elle les moyens de donner aujourd'hui un message fort, et lequel, pour tranquilliser les Européens à défaut de garantir une cohésion sociale ?

Il faut aider ces populations. Elles ont fait des sacrifices considérables au prix d'un chômage croissant pour nous rejoindre. Et nous ne leur donnons que des signaux de peur. Elles se disent donc que la situation va encore s'aggraver. Nous devons absolument les aider. N'oublions pas que les électeurs des nouveaux pays adhérents ont tous voté massivement pour entrer dans l'Union européenne, malgré les sacrifices effectués et à venir. Tous les référendums, ont été gagnés haut la main. Ils ont manifesté par là un désir et un enthousiasme auquel nous devons de répondre. Nous devons les accueillir avec joie et leur dire : " Nous allons vous aider ". Nous n'avons pas d'autres solutions pour combattre le populisme.

(1) « Je vous parle d'Europe », Elisabeth Guigou, Seuil, 230 p., 18 euros.

* * *

Entretien avec Michel Barnier

“ Elargissement, mettre les choses en perspective ”

Réalisé le 8 mai 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

A l'occasion du 54e anniversaire du discours de Robert Schuman sur l'Europe, Michel BARNIER, ministre des Affaires étrangères, revient sur les enjeux de l'élargissement européen.

“ Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, proposait, dans une déclaration devenue célèbre, de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune au sein d'une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe. Cette déclaration allait bientôt, donner naissance à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) regroupant six pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas), première étape de la construction européenne ”.

Regard sur l'Est : A-t-on quelques raisons d'être reconnaissants à Robert Schuman et à Jean Monnet, cinquante-quatre ans après cette déclaration du 9 mai 1950 ?

Michel Barnier : Oui, nous avons des raisons de nous souvenir que la vision qu'ils ont eue était juste et que la promesse faite a été respectée. C'était une promesse de paix, une promesse de parole commune et de dialogue permanent entre la France et l'Allemagne. Ils parlent aussi de solidarité de fait, en rassemblant le charbon et l'acier de différents pays européens pour obtenir une masse critique suffisante et peser à l'échelle internationale.

Aujourd'hui, nous voyons bien que ce n'est pas individuellement que nous pouvons nous protéger, être entendus ou encore lutter dans les négociations commerciales, contre les bateaux-poubelles de l'Atlantique, contre les risques de la mafia ou de la drogue...

Nous ne pouvons compter qu'ensemble, à l'échelle d'un marché de 450 millions de consommateurs, d'une communauté politique de 450 millions de citoyens. Et pour cela, il faut des hommes politiques, pour entraîner cet ensemble notamment dans les nouvelles dimensions à venir, culturelles, humanistes, éducatives d'une part, et la dimension politique de l'autre.

L'élargissement aura probablement des conséquences sociales importantes dans les pays adhérents, et en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale. En avril dernier, le prix du sucre a doublé en Pologne. Quel message peut-on donner aujourd'hui à la population centre-européenne ?

Ce n'est pas facile d'entrer dans l'Union européenne. D'ailleurs, personne n'a dit que ce serait facile. Les nouveaux entrants ont dû faire de très grands efforts, notamment en réformant et en adaptant leurs économies respectives. Et ces réformes ne sont pas terminées. Il y a naturellement des à-coups, comme l'aug-

mentation du prix du sucre en Pologne. Il faut gérer ces problèmes dans la vie quotidienne. Et c'est le rôle de chaque gouvernement que de trouver les ajustements pour éviter des situations trop graves. Mon message est de dire: mettez les choses en perspective, regardez légèrement plus loin, comme l'ont fait les Espagnols, les Portugais, les Irlandais et les Grecs, qui ont rencontré les mêmes problèmes, les mêmes secousses, quand ils sont entrés dans cette Union européenne. Finalement, cette communauté a aidé ces pays à se développer et à s'équiper, à accompagner les agriculteurs dans la restructuration de leurs exploitations. C'est un progrès objectif qui a été réalisé pour tout le monde.

Je comprends ces difficultés, je fais confiance aux autorités de chaque pays pour les traiter dans l'urgence et dans l'immédiat, mais il ne faut jamais oublier la ligne d'horizon et de perspectives qui est celle de vivre dans un ensemble de 450 millions de citoyens et de consommateurs. D'avoir des opportunités d'échanges et de développement économique pour ces pays. Ils vont le constater rapidement, dans les mois qui viennent. Des solidarités très concrètes s'établiront. Près de 22 milliards d'euros vont être attribués, près de la moitié à la Pologne, pour équiper les régions, les désenclaver, faire des travaux d'environnement, des progrès techniques très concrets pour la vie quotidienne.

Mais le budget européen ne semble-t-il pas insuffisant pour réaliser ces objectifs ?

Les moyens budgétaires pour les trois années à venir sont suffisants. Ils ont été prévus pour mener à bien cette politique régionale. Vous savez, c'est beaucoup d'argent dont je parle, même si l'on souhaite qu'ici ou là, la somme soit toujours plus élevée. C'est une chose d'avoir beaucoup d'argent, c'en est une autre de le consommer, d'avoir des projets prêts. Le défi est maintenant de préparer ces projets, d'avoir des programmes dans chaque région. C'était le sujet dont je m'occupais quand j'étais commissaire européen. J'ai confiance dans la préparation de l'administration, comme les voïvodies et d'autres, pour pouvoir bénéficier de ces aides. L'argent sera là pour réaliser cette solidarité.

* * *

Entretien avec Danuta Hübner

“ Les conséquences positives de l'adhésion contrediront les accusations des populistes ”

Réalisé le 25 mai 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

Danuta HÜBNER, commissaire européen pour la Pologne, apporte son point de vue sur le Triangle de Weimar et sur d'autres enjeux liés à l'élargissement.

Regard sur l'Est : Selon vous, quelle sera la place du "Triangle de Weimar" dans l'Europe des Vingt-cinq ?

Danuta Hübner : Avant le 1^{er} mai 2004, le Triangle de Weimar fonctionnait avant tout comme un forum visant à promouvoir la coopération politique entre l'Allemagne, la France et la Pologne dans le contexte des négociations d'adhésion de la Pologne à l'UE. Dès lors que l'adhésion est réalisée, le Triangle de Weimar sera l'un des éléments qui composent l'architecture politique de l'UE élargie. Son rôle reste important en tant que mécanisme de coopération entre la Pologne, un nouvel Etat membre, et deux pays traditionnellement considérés comme le moteur de l'intégration au sein de l'UE. Sous cet angle, le rôle du Triangle de Weimar reposera sur la recherche d'intérêts communs entre les trois pays construisant ainsi des ponts entre “ anciens ” et “ nouveaux ” pays membres. Le Triangle de Weimar pourra ainsi dynamiser l'intégration européenne mais il ne peut pas et ne devra pas remplacer le processus de décision au sein de l'UE tel qu'il fonctionne grâce au Conseil, à la Commission et au Parlement européen.

Pensez-vous que la Pologne soit appelée à devenir de manière spontanée la “ représentante ” des Peco à plus faible taille démographique, afin de porter les intérêts communs de ces pays ? Ce statut est-il souhaité par la Pologne ?

Il ne faut pas exagérer la convergence des intérêts entre les PECO dans le contexte européen. Tout d'abord, une telle approche tend à sous-estimer les différences politiques et économiques de ces pays qui ont été bien visibles pendant les négociations d'adhésion et qui le sont toujours. Les PECO ne sont pas, comme on le croit souvent, une sorte de réalité homogène allant de la Baltique jusqu'au milieu de l'Europe. Ensuite, dans une Europe élargie à vingt-cinq membres, nous devrions construire des agendas politiques visant à diminuer les divisions entre les quinze et les dix au lieu de les accentuer.

Cela dit, on ne peut nier l'existence de certains points communs aux nouveaux Etats membres, comme leur niveau de développement économique plus faible que celui des Quinze et la transition économique qu'ils traversent. Cette situation devrait les placer naturellement parmi les Etats membres qui mettent en avant la stratégie de Lisbonne pour la croissance, la convergence et la compétitivité. Si la Pologne se trouve parmi les pays leaders, cela ne dépendra pas seulement de sa taille mais avant tout de sa capacité à devenir un pays sachant “ imposer un agenda ”, et à proposer des idées et solutions appropriées .

La politique régionale représente actuellement 35% du budget européen. L'Europe a-t-elle les moyens de continuer à mener une politique régionale cohérente, sans augmentation de budget, au regard de la multitude de régions relativement pauvres des dans les pays adhérents ? Sans augmentation du budget, ne nous tournons-nous pas vers une Europe purement économique ?

La politique régionale se fonde sur la solidarité, un des éléments essentiels qu'incarne l'idée européenne. Nous avons vu, par le passé, à quel point elle a contribué aux processus d'intégration et de développement tant politique qu'économique au sein de l'Union européenne. Le renforcement de la politique régionale européenne m'apparaît donc comme une réponse naturelle à cet élargissement, qui consiste bien en l'adhésion de régions moins riches.

Comment, selon vous, peuvent s'insérer les PECO dans les divisions du travail au sein de l'UE, notamment sur le plan de la concurrence et de la complémentarité des tissus productifs ?

On estime en général que la plupart des Peco devraient connaître un essor dans les branches industrielles à faible coût de main d'œuvre et dans celles utilisant de la main d'œuvre qualifiée. Le secteur des services, en particulier eu égard aux petites et moyennes entreprises, devrait également jouer un rôle important, ou bien " devrait trouver une niche de développement ", pour faire plus économique car il s'agit là d'un élément particulièrement dynamique des économies des PECO. Mais à mon avis, ce n'est qu'une petite partie de l'ensemble des évolutions à venir.

Au cours des deux dernières années, nous avons assisté à une croissance de la part de biens transformés dans les exportations des Peco vers les pays de l'UE ainsi qu'à une multiplication des échanges inter-entreprises, preuve du processus d'intégration économique qui est à l'œuvre. Ceci est important car les acteurs politiques dans les PECO ne doivent pas oublier que les avantages comparatifs dont jouissent encore aujourd'hui leur pays vont disparaître à moyen terme. Il est donc indispensable que ces pays posent d'ores et déjà les jalons d'une économie avant tout basée sur le savoir.

L'adhésion aura des conséquences sociales importantes en Pologne (par ex. inflation). Sur fond de crise politique dans ce pays et avec une Europe dotée de faible moyens budgétaires pour accompagner un discours européen, ne craignez-vous l'apparition d'une montée de populisme et d'euroscpticisme parmi les Polonais?

Non, car les conséquences positives de l'adhésion vont très bientôt contredire les accusations des populistes. Avant l'élargissement, nous avons observé déjà les signes d'une croissance économique forte en Pologne encouragée par l'accroissement des exportations vers d'autres pays de l'UE. Cette tendance s'intensifie actuellement et, pour la première fois en quatre ou cinq ans, la croissance économique commence à avoir un impact réel sur le marché du travail. D'ici quelques mois, les paysans polonais connaîtront des prix stables et bénéficieront d'autres avantages de la PAC. Le scénario populiste d'une augmentation faramineuse des prix comme conséquence de l'adhésion ne s'est évidemment pas confirmé dans les faits. Tous ces éléments parlent clairement en défaveur de l'émergence d'un mouvement populiste en Pologne.

Bronislaw Geremek a dit récemment qu'il faut réintroduire la joie dans l'Europe. Qu'en pensez-vous ?

Je suis d'accord avec Bronislaw Geremek. Avoir plus de " joie " est toujours positif. Mais cela ne veut pas dire qu'à l'heure actuelle, il n'y en a pas au sein de l'Union européenne. J'ai été impressionnée par l'accueil réservé à la Pologne en tant que nouvel Etat-membre et à moi-même en tant que premier commissaire polonais. Ce fut un grand honneur et un grand plaisir.

* * *

Entretien avec Pascal Lamy

“ Créer un impôt européen sur les sociétés pour permettre à l'UE de se financer ”

Réalisé le 28 mai 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

Pascal LAMY, commissaire européen pour le commerce, évoque les enjeux commerciaux, économiques et budgétaires de l'Europe à 25.

Regard sur l'Est : La politique régionale représente actuellement 35% du budget européen. L'Europe a-t-elle les moyens de continuer à mener une politique régionale cohérente, sans augmentation de budget, aux regards de la multitude de régions relativement pauvre des pays adhérents ? Sans budgets complémentaires, ne nous tournons-nous pas vers une Europe purement économique ?

Pascal Lamy : La politique régionale fait partie du contrat de mariage européen : il s'agit de s'entraider, de faire vivre la solidarité régionale. Dans le budget actuel, la politique régionale représente en effet 35% du budget, la politique agricole commune 45%.

Depuis février, nous avons ouvert le débat sur les perspectives financières de l'Union, c'est-à-dire le financement de l'Union, pour la période 2007-2013. La Commission a proposé que le budget alloué à la politique de solidarité régionale compte pour 1/3 du budget européen, et que la part des politiques de croissance et d'emploi (recherche, éducation, réseaux de transports, énergie, télécoms) dans le budget soit multipliée par trois.

Si l'on considère que les dix nouveaux Etats membres représentent 20% de la population européenne, deux tiers d'Etats en plus mais que leur PIB ne constitue qu'entre 5% et 10% du PIB total de l'UE, alors un gros effort de solidarité doit être fait pour aider ces nouveaux membres de l'Union. Je pense que nous devons faire des efforts pour réduire le fossé entre les régions plus riches et plus pauvres du continent, fossé qui va s'agrandir avec l'élargissement. Il faut donner à l'Europe les moyens de ses ambitions. Et nous avons vu que les aides allouées à l'Espagne, au Portugal, à l'Irlande dans le cadre des élargissements précédents ont permis à ces pays de rattraper leur retard et de s'aligner sur des niveaux de développement comparables aux nôtres.

L'Europe ne peut en aucun cas se résumer à une simple zone de libre échange. Cela ne nous permettrait pas de revendiquer nos valeurs – la solidarité, la cohésion sociale, d'affirmer notre modèle, celui d'une économie sociale de marché, ainsi qu'une présence politique forte dans un monde qui sera celui de nos enfants et petits-enfants.

Est-il utopique de croire que le budget européen pourra atteindre un jour 5-6% du PIB ?

Il faudrait déjà atteindre le plafond de 1,24% des budgets nationaux qui a été fixé, alors qu'aujourd'hui moins de 1% est consacré à l'Europe et que certains veulent maintenir ce plafond. On ne peut pas à la fois élargir l'Europe et réduire son budget, c'est marcher sur la tête!. Il faut réaliser qu'un Euro investi dans le budget

communautaire est mieux utilisé, et plus rentable qu'un Euro investi dans le budget national. Car il est toujours plus rentable d'investir à vingt-cinq dans des domaines comme la recherche, les infrastructures, que seul. Au bout du compte, c'est autant d'économies faites dans les budgets nationaux.

Pour permettre à l'UE de se financer, je propose aussi la création d'un impôt européen sur les sociétés. Cet impôt serait basé sur une harmonisation du taux, et serait versé pour partie au budget européen et aux budgets nationaux. Cet impôt aurait le double avantage de créer un sentiment d'appartenance à une communauté de projet, et d'éviter que les Etats membres ne se fassent concurrence en matière fiscale. Pour cela, il faudra passer au vote à la majorité qualifiée en matière fiscale, sous peine de blocage.

Quel avenir envisagez-vous pour la Politique agricole commune, qui représente 45% du budget européen, sachant que cette politique n'est pas appliquée équitablement puisque les nouveaux membres, pays fortement ruraux, ne toucheront qu'une infime partie de leur droits (10% pour la Pologne par exemple) ?

Les nouveaux adhérents percevront des aides au même titre que les Etats membres actuels mais de façon plus progressive car leur niveau de développement ne leur permet pas pour l'instant de digérer d'un seul coup des montants trop importants. Le "pouvoir d'achat" d'un euro en provenance du budget communautaire n'est pas le même en France et en Pologne.

Il y a une forte volonté politique de soutenir l'agriculture et la récente réforme de la PAC, adoptée en juin dernier, va permettre aux agriculteurs de se recentrer sur la qualité, plutôt que sur la quantité et va être plus orientée sur le développement rural. De plus, les aides allouées seront davantage subordonnées au respect de normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de bien-être des animaux.

Le libre-échange impose que des produits identiques soient traités de façon identique. Estimez-vous que ce principe est acceptable aujourd'hui, compte tenu des différences dans les processus productifs (différences sociales, environnementales, éthiques, etc) ?

L'Europe ne défend pas un modèle de libre-échangisme; mais plutôt une ouverture des échanges contrôlée, porteuse de progrès et de richesses, et encadrée de règles.

Elle a ce souci constant de promouvoir des échanges plus justes et le développement des régions qui en ont le plus besoin. Je ne suis pas partisan de laisser jouer la force seule des marchés, c'est créateur de douleur sociale bien trop élevée. Les marchés doivent être au service des hommes, pas leurs maîtres.

Dans le cadre des négociations à l'OMC par exemple, l'UE propose aujourd'hui de faire un effort spécial pour les pays les plus pauvres et les plus faibles qui sont membres de l'OMC – essentiellement ceux du G-90 (alliance des pays les moins avancés et des Etats de l'Afrique, Caraïbes et Pacifique), en ne leur demandant pas d'ouvrir davantage leur marché, alors qu'ils pourront bénéficier d'un accès amélioré aux marchés des pays développés et des pays en développement les plus riches pour leurs produits agricoles et industriels. C'est un exemple qui montre bien que des produits identiques ne sont pas traités de la même façon... On prend évidemment en compte leur origine. La situation des pays les plus pauvres oblige à leur offrir un traitement spécifique. C'est de cette façon que nous

parviendrons à les intégrer pleinement au système commercial mondial et que le pari du développement – l'objectif de ce cycle de négociations à l'OMC – sera relevé.

Il en va de même pour les considérations sociales, environnementales, ou de commerce équitable. L'Union a voulu mettre ces questions à l'agenda des négociations commerciales, mais d'autres pays s'y sont opposés, arguant du réflexe protectionniste de la part des européens. Nous continuons de nous battre en ce sens et à offrir des avantages tarifaires aux pays qui pratiquent des normes sociales et environnementales élevées. Je suis partisan d'un renforcement des autres organisations internationales à côté de l'OMC, comme l'Organisation internationale du travail ou l'Organisation internationale de la santé. De même, la mise en place d'une organisation mondiale pour l'environnement me semble une bonne idée. Restera alors à dégager des principes et des objectifs communs. C'est en organisant la gouvernance mondiale de façon démocratique que nous pourrions faire face aux défis de plus en plus communs auxquels nous sommes confrontés.

Comment, selon vous, les PECO peuvent-ils s'insérer dans les divisions du travail au sein de l'UE, notamment sur le plan de la concurrence et de la complémentarité des tissus productifs ?

Il faut rappeler un élément essentiel : les dix nouveaux venus dans la famille européenne ont intégré le giron européen le 1^{er} mai. Mais cette date est plus symbolique que concrète ! Cela fait plus de dix ans que l'UE travaille avec eux pour préparer l'adhésion. Il n'y aura pas de big-bang. Depuis dix ans, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie etc. ont bouleversé leurs systèmes économiques, administratifs, politiques pour se mettre aux "standards" européens. Ils sont désormais des Etats de droit, fonctionnant avec les règles de l'économie de marché, et respectueux des normes communautaires. Ces pays sont donc déjà intégrés à l'économie européenne. 70% de leurs échanges se font avec les quinze anciens membres de l'Union. Leurs économies sont en développement, et peuvent être des locomotives de la croissance européenne. Dans de nombreux domaines, leurs productions sont complémentaires aux nôtres. Je sais que le débat sur les délocalisations a été vif, et c'est normal. Les phénomènes de déplacement d'usines, ou de fermetures, sont douloureux et violents. Heureusement, ils demeurent rares. Ce qui n'est pas une raison pour les balayer d'un revers de main : les employés doivent être accompagnés dans leur recherche d'un nouvel emploi ou d'une qualification. Une vraie réflexion doit également avoir lieu sur les évolutions du monde du travail et du secteur industriel aujourd'hui, pour anticiper ces mouvements. Je plaide, dans le cadre du débat sur le projet de l'Union, pour la mise en place d'un vrai dialogue social européen, institutionnalisé, organisé et décisionnel. Pour le reste, il s'agit surtout d'investissements directs vers ces pays, les entreprises visant à se rapprocher des marchés où elles s'implantent. Dans ce cas, les autres Etats membres en retirent des bénéfices indirects, et cela peut même protéger l'emploi chez nous. Par exemple, ce ne sont pas les américains ou les japonais qui vont construire les voies ferrées, les métros, les autoroutes de ces pays... Enfin, l'adhésion à l'Union a, historiquement, toujours aidé aux nouveaux venus de rejoindre les autres en terme de développement économique. Cela prendra certainement plus de temps pour cet élargissement, qui est bien plus lourd que les précédents. Mais c'est une vraie chance pour l'Union dans son ensemble.

Entretien avec Winfried Veit

“ J'ai plaidé pour l'adhésion d'Israël à l'UE ”

Réalisé le 8 juin 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

Winfried VEIT, directeur de la Fondation Friedrich-Ebert à Paris, se prononce sur les perspectives d'élargissement de l'UE et sur le rôle du moteur franco-allemand.

Regard sur l'Est : Après le 1er mai 2004, le processus d'élargissement soulève la question des confins et de la cohésion de l'Europe d'une manière entièrement nouvelle. Comment déterminer les frontières de l'Europe ? Leur définition dépend-elle d'une décision politique ou économique ?

Winfried Veit : L'Europe doit se construire par des décisions politiques sinon elle risque de perdre son identité déjà très brouillée dans l'esprit des citoyens européens pour lesquels l'Europe ne signifie que décisions technocratiques et économiques.

Par ailleurs, si l'Union européenne continue à s'élargir sans que soit menée une véritable réflexion structurelle, elle deviendra une simple zone de libre échange. Et les peuples ne l'accepteront plus, car il manquera l'essentiel, une identité propre. Avec le dernier élargissement, cela est devenu déjà assez compliqué. Sans réflexion politique, l'adhésion de la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie et éventuellement la Turquie transformera l'Europe en une grande zone économique sans âme et sans identité.

Mais l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie sera avant tout une décision politique, car ces pays ne sont pas prêts à rejoindre l'Union européenne sur le plan économique ?

L'ironie est que cette décision politique mènera à la mise en place d'une zone purement économique sans mécanismes de décision qui fonctionnent et de frontières clairement définis. Et cela est vrai même au cas où la conférence intergouvernementale accepte la proposition de Convention. La gestion de l'UE à vingt-cinq sera déjà très difficile.

Mais il existe des pays qui ne veulent pas de structures politiques européennes, notamment la Grande-Bretagne. Les structures actuelles ne les obligent pas à abandonner leur souveraineté dans les domaines de la défense et de la sécurité, et dans d'autres domaines aussi. Cela est aussi dans l'intérêt des Américains qui ne veulent pas d'une Europe forte et vraiment indépendante.

Le continent européen se trouve en effet à la charnière entre deux époques. Les débuts de la construction européenne furent caractérisés par une transparence stratégique, à savoir la réponse à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. A l'heure actuelle, le processus se modifie. Quelle sera l'identité européenne de demain ?

L'Europe est bien sûr née de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Des personnalités comme Robert Schuman, Alcide de Gasperi etc. ont tiré les leçons de ces guerres européennes. Mais la vraie question qui se pose est celle de l'identité. Quelle place aura l'Europe dans la nouvelle architecture mondiale ? Les Français aiment parler d'un monde multipolaire à ce propos.

Si l'Europe souhaite jouer un rôle à l'échelle mondiale, il faut une identité européenne claire dans le concert des nations et de blocs régionaux avec la superpuissance des Etats-Unis, la Chine, mais également d'ici 20 ans, l'Inde ou la Russie. En revanche, je suis contre une identité européenne qui se construit contre les Etats-Unis tel que c'est parfois envisagé en France.

Mais, n'est-ce pas actuellement la seule façon de s'affirmer au regard de la situation européenne, même si cela serait une régression (exemple historique contre la Turquie / et contre l'Union soviétique).

En a-t-on vraiment les moyens ? L'Europe ne dispose pas des moyens de mener une politique indépendante à l'égard des Etats-Unis. Et ce serait dangereux notamment eu égard aux questions comme le terrorisme, l'immigration, la démographie etc. L'Alliance atlantique est appelée à perdurer. Mais cela ne veut pas dire que l'Europe sera une puissance de deuxième rang.

Au Moyen-Orient j'ai fait l'expérience que l'Europe n'est pas prise au sérieux, car elle n'a pas les moyens d'intervenir. Les Israéliens disent que si l'Europe veut jouer un rôle et s'impliquer dans le processus de paix, il faut qu'elle en ait les moyens, c'est-à-dire une force d'intervention militaire. Récemment, à l'occasion d'une conférence, Chris Patten a dit : " Tant que nous sommes obligés de transporter nos soldats en Afghanistan dans des avions ukrainiens, nous ne pouvons être pris au sérieux ". Il ne s'agit pas simplement de donner de l'argent aux Palestiniens, de reconstruire les Balkans ; ce sont des choses secondaires malgré leur grande importance. C'est une politique de défense et de sécurité commune qu'il faut à l'Europe et qui est la pré-condition de son influence dans le monde.

La Commission européenne donnera-t-elle un avis favorable au lancement des négociations d'adhésion avec la Turquie ? Quelle est la position du gouvernement allemand quant à une adhésion éventuelle de ce pays ?

Le gouvernement allemand s'est prononcé clairement en faveur de l'entrée de ce pays dans l'UE pour des raisons de politique intérieure. Nous avons une communauté turque assez importante en Allemagne. Et historiquement et à l'heure actuelle, l'Allemagne et la Turquie ont des relations spécifiques, très rapprochées. Par ailleurs, il faut éviter que ce pays s'éloigne de l'Europe. C'est un danger. Si nous la repoussons, la Turquie risque de devenir un pays islamiste. Par ailleurs, la Turquie, membre de l'UE, sera un facteur de stabilité au Moyen-Orient. En

revanche, l'UE devra assumer les frontières communes avec l'Irak, la Syrie, l'Arménie, avec, en somme, des régions de crise.

Existe-il déjà un échéancier ?

Les experts évoquent des dates s'étalant sur dix, vingt, voire trente ans. Il s'agit d'une politique opportuniste, car d'un côté l'UE ouvre ces portes à ce pays, de l'autre il le repousse avec un échéancier à moyen et à long terme. Mais on peut également envisager d'autres formes d'association, comme la mise en place de relations privilégiées avec des structures régionales liées étroitement à l'UE. Avant de quitter mon poste en Israël, j'ai plaidé, dans un article, pour l'adhésion de ce pays à l'UE comme solution de conflit entre Israël et les Palestiniens. J'ai évoqué aussi une autre idée avec la création d'une région levantine comprenant la Turquie, Israël, la Bulgarie et le Liban, liée étroitement à l'UE mais sans être dans le processus de décision mais pouvant profiter des avantages (euro etc.)...

L'ancien chancelier fédéral Helmut Kohl avait émis l'hypothèse que la Russie pourrait un jour intégrer l'Union européenne. Jusqu'où l'UE doit-elle poursuivre un rapprochement avec ce pays ?

Ce serait la fin de l'UE. D'ailleurs, je crois que les Russes ne veulent pas devenir un Etat membre. Ils se sentent toujours comme une puissance mondiale. Et d'ici dix à vingt ans, la Russie sera une grande puissance à part entière. Il faut plutôt réfléchir aux relations entre l'UE et la Russie.

L'UE des 25 a-t-elle encore besoin du moteur franco-allemand ?

Nous aurons toujours besoin du moteur franco-allemand et d'autant plus dans une Europe à vingt-cinq membres avec des structures difficiles à gérer, des mécanismes de décision complexes. Nous allons voir l'émergence de ce fameux noyau dur au sein de l'UE élargie et il se formera autour de la France et de l'Allemagne.

Bien sûr, il y aura des pourparlers très durs à partir de 2006 au sujet de la PAC ou de la politique industrielle. Car les différences et désaccords entre la France et l'Allemagne sont nombreux. Mais dans tous les cas, ils seront le moteur de l'intégration européenne. Avec d'autres pays peut-être, comme le Benelux, l'Italie et certains pays d'Europe centrale qui, eux, sont un noyau historique de l'Europe et deviendront rapidement des acteurs clés. L'Allemagne et la France ont donc leur rôle à jouer mais doivent prendre en compte les sensibilités des Hongrois, des Tchèques, des Polonais ...

C'est l'Angleterre qui posera le principal problème. Les Anglais ont toujours été contre l'unité européenne et ils n'accepteront jamais une politique de défense et de sécurité commune, une armée européenne. Alors que j'imagine cela très bien avec les pays centre-européens.

Avant, l'Allemagne a joué un rôle d'intermédiaire avec les petits pays européens. Ce n'est plus le cas.

C'est en partie vrai. L'unification de l'Allemagne a changé son poids au sein de l'UE. Et avec le gouvernement SPD/ les Verts, une nouvelle étape a commencé dans la politique extérieure du pays avec la formulation des intérêts nationaux

allemands. Cela n'avait pas existé auparavant. La RFA souhaitait alors s'intégrer à l'UE, oublier le militarisme et l'impérialisme du passé et cela explique le rôle qu'elle a joué auprès des petits pays. Mais cela a changé avec l'unification du pays et avec le nouveau gouvernement Schröder/ Fischer, ainsi qu'avec la décision d'envoyer des soldats allemands dans les Balkans et en Afghanistan. Ce fut une étape historique.

La refonte de la politique de cohésion de l'UE que l'adhésion des huit pays d'Europe centrale et orientale impose pourrait se faire au détriment des bénéficiaires actuels et notamment des "nouveaux Länder allemands". Quel sera l'avenir de cette région de l'Allemagne ?

Dans un premier temps, ces Länder seront les perdants de l'élargissement de l'UE. Il y a la possibilité d'employer les Polonais à la place des Allemands de l'Est, avec la Pologne située à 60 km de Berlin. Nombre de sociétés allemandes délocalisent vers l'Europe centrale et orientale. D'ailleurs, selon les pronostics, cette partie de l'Allemagne se vide progressivement de sa population.

Mais il y a aussi des " cathédrales dans le désert " comme la région de Dresde qui est un bon exemple. C'est la plus grande région européenne de nouvelle technologie(fabrication de chips). Il y a eu des investissements très importants, plusieurs centaines de milliards d'euros.

La crise irakienne a-t-elle été la fin de la PESC ?

Je crois que l'inverse est vrai : c'est le début d'une vraie PESC. La crise irakienne a démontré que sans politique commune, l'Europe n'a pas vraiment de chance de faire valoir sa voix. Mais comment peut-on construire la PESC avec la Grande-Bretagne bloquant le processus ? A mon avis, il faut continuer comme l'UE a fait avec la zone Schengen et la zone euro, c'est-à-dire avec une avant-garde. La crise irakienne devrait être une motivation et non un frein.

[1] les propos de M. Veit n'engagent que leur auteur et non la fondation Friedrich-Ebert- Paris.

* * *

Entretien avec Jean-Noël Jeanneney “ Attendre une espèce d'unité molle, cela nous renverrait aux calendes grecques !”

Réalisé le 11 juin 2004, par François Grémy, *Regard sur l'Est*.

Jean-Noël Jeanneney, président d'Europartenaies et président de la Bibliothèque Nationale de France met en avant l'importance que revêt l'identité européenne.

Aujourd'hui lorsque nous évoquons les enjeux liés à l'Europe, une question ressurgit régulièrement : celle de l'identité européenne. Sur le plan “intérieur”, la problématique liée à cette identité semble relativement bien cadrée entre le choix d'une Europe sociale et les moyens à y consacrer. En revanche, sur le plan “extérieur”, dans ce monde multipolaire, la question de l'identité européenne reste floue.

Sur la scène internationale, peut-on espérer voir un jour une identité européenne claire se dessiner, sachant qu'elle ne peut réellement naître que d'une position et d'une action commune sur les grands sujets internationaux ?

Il est non seulement souhaitable mais possible de voir émerger, à terme, une position européenne commune. Les chances sont réelles et reposent sur deux ressorts essentiels, l'efficacité des institutions et l'affirmation de la différence.

Sur le premier point, Jean Monnet et de Gaulle se rejoignent paradoxalement dans la conviction qu'au service de grands desseins, les institutions, par l'habitude d'un travail partagé, sont propres à cristalliser progressivement une volonté commune (pour le Général, à l'époque, cette idée concernait au premier chef la politique intérieure, mais l'Europe aussi, sous un autre éclairage).

C'est pour cela qu'il est si important que la Constitution soit adoptée. Et même si le ministre des Affaires étrangères européen est voué à être, au début, souvent paralysé par de trop grandes dissensions internes, peu à peu cette politique commune se mettra en marche avec des actions politiques et des fonctionnaires qui s'accoutumeront à représenter l'entière de l'Europe. " Il y aura quelqu'un au bout du téléphone ", comme disait Kissinger.

L'autre ressort rejoint le vieux slogan de Radio France : " Ecoutez ma différence ". On l'a toujours dit, la construction européenne, dans ses premières années, avait été favorisée par la menace soviétique, la nécessité de se défendre contre l'arrivée du bolchevisme en Europe occidentale. Aujourd'hui, il est possible de se définir non pas contre un adversaire mais en différence par rapport à un ami. Il faut affirmer clairement que les Etats-Unis, si proches soient-ils à bien des égards, incarnent une civilisation autre que la nôtre quant à leur vision de la société, du " tout-au-marché ", de l'écologie, mais aussi des relations entre les religions et l'Etat. Tout cela doit nous conduire à nous affirmer de plus en plus, non pas contre les Etats-Unis mais à côté d'eux, et en différence.

Dans la configuration politique européenne actuelle, ne pensez-vous pas que l'action européenne ne peut se limiter qu'à modérer les options politiques affirmées avec force par d'autres pôles mondiaux comme les Etats-Unis le font en Irak ? Cela ne revient-il pas à créer une identité uniquement par opposition à la politique d'autres blocs ?

Il faut rappeler sans relâche que l'Europe possède sa propre identité. La question des relations entre la liberté et les solidarités, l'attachement à une société de la protection sociale et de la fraternité sont des données fondamentalement européennes. Autre exemple : l'équilibre entre l'Etat et le marché, les domaines tels que la Culture ou encore l'audiovisuel nous démontrent la distance qui nous sépare des Etats-Unis. Il y a des domaines où la loi de la marchandise ne doit pas l'emporter. La somme des égoïsmes des individus et des firmes ne fait pas le meilleur des mondes possibles. L'Etat doit surplomber obstinément le marché. Voilà l'Europe.

La réflexion sur l'identité européenne peut se construire selon une analyse familière aux historiens. L'Histoire ne se déroule pas selon une sorte de fil unique mais elle se définit à chaque moment selon des rythmes divers qui s'entremêlent. L'immédiateté des événements occulte souvent le regard sur les profondeurs. Or comptent autant bien des mouvements plus lents, pluridécennaux, générationnels et même séculaires. En somme, si l'on souhaite tout tout de suite, on va à l'échec et l'utopie se fane. En revanche si nous travaillons du côté des institutions, de l'expression et de la mise en œuvre d'une politique originale, d'un modelage démocratique des esprits et des cœurs, par l'école et par la presse, alors le sentiment d'unité dans la diversité s'affirmera progressivement, au service à la fois de la réflexion et de l'action.

L'Europe est composée de membres ayant eu des approches politiques souvent différentes dans de nombreuses régions du monde, parfois conflictuelles, nourrissant des intérêts nationaux propres. L'Histoire ne sera-t-elle pas un frein insurmontable à une position commune européenne ?

Sur le plan historique et géographique, les grandes fédérations se sont toutes constituées de morceaux souvent divers et parfois, précédemment, violemment antagonistes. N'oublions pas que pour fonder vraiment les Etats-Unis, il a fallu la guerre de Sécession qui a assuré l'unité entre le Nord et le Sud. Voyez aussi le cas de l'Inde et la diversité des régions qui constituent le Brésil.

Attendre patiemment une espèce d'unité molle, cela nous renverrait aux calendes grecques ! L'unité doit se construire par volontarisme. La culture autant que l'économie peuvent illustrer ce propos.

Il faut que d'une part la solidarité dans l'ordre économique fonctionne – le développement étonnant de l'Irlande en est un parfait exemple – et qu'elle se combine à un effort de compréhension culturelle qui passe par la formation des jeunes, l'action universitaire pour les échanges, pour la recherche. Tout cela est indispensable pour bousculer les nombreuses réticences des politiques et notamment construire une détermination vraiment européenne en matière de politique étrangère et de Défense.

Mais ce processus est long. Doit-on au préalable, rester pragmatique et définir quelques grands thèmes sur lesquels pourrait briller l'Europe par une position commune ?

Dans le passé les acteurs de la construction européenne ont eu à réfléchir constamment au choix suivant : avancer uniquement dans certains secteurs ou bien pousser de façon homogène l'ensemble des politiques. L'expérience montre qu'il faut avancer dans un premier temps avec les membres les plus " allants " sur certains secteurs, dans le cadre de coopérations renforcées, comme nous l'avons fait pour Schengen, la zone Euro ou encore, selon l'esprit de Saint-Malo, pour la Défense. Il faut savoir affirmer très tranquillement que nous ne nous laisserons pas retarder par ceux qui ne veulent pas en être, tout en restant toujours ouverts à ceux qui souhaiteront nous rejoindre ensuite. Les choses ne peuvent avancer que de cette manière. Ce que certains humoristes appelaient au début du XXe siècle le " tout-ou-rienisme " n'est pas une bonne école de pensée. Aujourd'hui les seules solutions sont les coopérations renforcées. Tout vouloir pour tous tout de suite, c'est la certitude de l'échec.

Je regrette ainsi vivement que l'Europe n'ait pas créé, vers 1990, cette confédération que Mitterrand avait préconisée, autour d'une communauté centrale. Cela aurait permis de répondre beaucoup plus tôt au désir des nouveaux entrants de nous rejoindre tout en leur laissant le temps d'intégrer, en s'y préparant mieux, le cercle intérieur comme ils l'ont fait en mai dernier.

Ne doit-on pas passer finalement par une gouvernance européenne pour espérer voir l'Europe intervenir en son nom propre ?

Je n'aime pas ce mot anglo-saxon, qui est un vocable mou. Parlons franchement de gouvernement. Avançons avec ce drôle de système tripartite, sui generis, composé du Parlement, de la Commission, et du Conseil des ministres. On peut discuter à l'infini des vertus et des vices de cet équilibre avec ses avantages et ses inconvénients mais enfin il existe.

Ensuite on entre dans le grand débat de cette subsidiarité qui est organisée par les institutions mêmes. Elle doit être lisible pour tous. Lisibilité : voilà un mot clé. Bien que le système décisionnel européen soit compliqué, nous devons progresser vers une meilleure clarté de son fonctionnement institutionnel. Les Européens se sentiront alors plus impliqués. Par exemple, il faut qu'il y ait une majorité et une opposition au Parlement européen. Cela répondra à la fois au désir de clarté et —comment dire ?— au plaisir du commentaire politique pour les citoyens (surtout en France). Les gens veulent savoir qui gagne, qui perd, qui est responsable de la manière dont les choses évoluent. Plus la délégation des pouvoirs à Bruxelles sera importante, moins les peuples accepteront que le système décisionnel reste obscur à la fois pour les médias et pour les électeurs.

Pensez-vous réellement que le poids d'une future gouvernance sera suffisant par rapport aux positions nationales des Etats constituant l'Europe ?

Les Etats resteront sûrement réticents pendant une génération ou deux. Nous aurons probablement des points de vue exprimés de façon forte à la fois par le système de la diplomatie européenne et par les diplomaties des grands Etats qui continueront à jouer leur jeu. Voilà bien un domaine où il ne faut pas être trop

cartésien, et accepter un certain pragmatisme. Si les Anglais, encore si incertains quant à leur engagement européen —et j'espère qu'ils choisiront enfin un jour entre le continent et le grand large—, nous apprennent ce pragmatisme-là, alors ils nous auront apporté quelque chose de précieux, On leur saura gré au moins pour cela !

* * *

Bibliographie proposée par *Regard sur l'Est*

HONGRIE

- " Visages de la Hongrie et métissages culturels européens ", in *Cahiers d'Etudes Hongroises* 11, novembre 2003.

POLOGNE

- ZAWADZKI Paul, " Construction européenne, construction nationale et nationalisme en Pologne ", in *Tumultes* (1996-03) n°7, p. 95-119.
- KUK, Leszek, " Pologne du Post-communisme à l'anti-communisme ", Paris, L'Harmattan, 2001.

REPUBLIQUE TCHEQUE

- MAYER Françoise, " Les Tchèques et leur communisme ", Paris, EHESS éditions, 2004.
- MARES Antoine, " République tchèque et Slovaquie : l'histoire, produit de consommation ", in Patrick Michel (dir.), " L'Europe centrale : la mélancolie du réel ", Paris, CERI-Autrement, 2004
- " Dix ans après, Slovaques et Tchèques réanalysent la séparation ", in *La Nouvelle Alternative*, vol.18, n°58, printemps-été 2003.

SLOVAQUIE

- LIPTAK, Lubomir, " Petite histoire de la Slovaquie ", Paris, Institut d'études slaves, 1996.
- SERVANT C. et BOISSERIE E., " La Slovaquie face à ses héritages ", Paris, L'Harmattan, 2004.

SLOVENIE

- ANTONIA Bernard, " Petite histoire de la Slovénie ", Paris, Institut d'Etudes slaves, 2002.

* * *

◆ Europartenaïres ◆ Friedrich-Ebert-Stiftung ◆

Lieu de réflexion et d'échange, **Europartenaïres** soutient un projet de société propre à redonner du sens à la construction européenne et à redéfinir les rôles et les responsabilités des acteurs sociaux ou politiques. Face à la mondialisation, Europartenaïres défend le modèle d'une Europe forte, capable de développer et de promouvoir une action collective qui assure volontarisme politique et participation citoyenne, dynamisme économique et intérêt général, concurrence et solidarité, une Europe qui pèse davantage encore dans le destin collectif de la planète.

Pour faire avancer l'Europe, Europartenaïres rassemble et mobilise des Européens convaincus et des responsables du monde politique, économique, social et culturel, dans un esprit pluraliste et ouvert à toutes les sensibilités. L'association organise des débats publics et publie des documents de réflexion sur tous les aspects de l'intégration européenne.

Fondée en 1994, par Elisabeth Guigou, l'association Europartenaïres est aujourd'hui coprésidée par Elisabeth Guigou et Jean-Noël Jeanneney. ■

Europartenaïres

9 rue Lagrange, 75005 Paris

Tél. : 01 40 51 05 04 – fax : 01 40 51 08 87

courriel : info@europartenaïres.net — Internet : <http://www.europartenaïres.net>

La **Friedrich-Ebert-Stiftung** a été créée en 1925, selon les dernières volontés politiques de Friedrich Ebert, premier président allemand élu démocratiquement. Son expérience personnelle l'a conduit à proposer la création d'une fondation dans le but de promouvoir la formation politique, de faciliter l'accès aux études supérieures et à la recherche aux jeunes et de contribuer à l'entente et à la coopération internationales.

Interdite par les nazis en 1933 et rétablie en 1947, la Friedrich-Ebert-Stiftung est aujourd'hui la plus grande fondation politique d'Allemagne. Elle poursuit ses objectifs d'origine et souscrit aux idées et aux valeurs fondamentales de la démocratie sociale.

Elle compte quelque 640 collaborateurs, à son siège de Bonn, dans les six centres de formation et les douze bureaux régionaux et à l'étranger. Son budget, d'environ 210 millions de DM (1998), provient surtout de fonds publics. Quelques 100.000 personnes ont participé à plus de 3000 stages de formation, forums de discussion et conférences, rien qu'en Allemagne. La Friedrich-Ebert-Stiftung a des représentations dans 96 pays (1998). Avec près de 370.000 volumes, la fondation dispose de la plus grande bibliothèque spécialisée sur le mouvement ouvrier en Allemagne.

La Friedrich-Ebert-Stiftung est installée en France depuis 1984. Depuis juillet 2003, son bureau de représentation est dirigé par Winfried Viet. Entre autres, sont organisés, en collaboration avec des institutions politiques, scientifiques et publiques, des rencontres franco-allemandes, des colloques européens et des journées de réflexion. Ces activités répondent aux défis de l'intégration européenne et ont pour finalité d'élaborer et de discuter des sujets qui se posent au sein de l'Union européenne. ■

Friedrich-Ebert-Stiftung

41 bis boulevard La Tour-Maubourg, 75007 Paris

Tél. : 01 45 55 09 96 – Fax : 01 45 55 85 62

e-mail : fes@fesparis.org — Internet : <http://www.fesparis.org>

Co-directeurs de la publication : Elisabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney, Winfried Veit

Directeur de la publication : Jean Alègre,

Coordination : Bénédicte Curcuru

Création graphique : Sophie Minvielle

Rédaction : Jean-Louis Arnaud

Remerciements à : Ute Haug (FES), Joël Cauvin et Michèle Thomas (Europartenaires)

et aux stagiaires : Wolfgang Büttner (FES), Claudia Fritsch

Imprimerie JOUVE
Dépôt légal : septembre 2004
Imprimé en France